LA RÉVOLUTION NATIONALE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

L'HOMME QUI VIENT, 1906. Édition définitive, augmentée d'une préface. 1923.

LA MONARCHIE ET LA CLASSE OUVRIÈRE. 1910 (*épuisé*). Édition définitive (reproduction non intégrale) dans HISTOIRE ET PHILOSOPHIE SOCIALES. 1924.

LES MANUELS SCOLAIRES. 1911 (*épuisé*). Édition définitive dans HISTOIRE ET PHILOSOPHIE SOCIALES. 1924.

LE PÈRE. *Philosophie de la famille*. 1913. Édition définitive, augmentée d'une préface. 1924.

LE CHEVAL DE TROIE. *Réflexions sur la philosophie et sur la conduite de la guerre*. 1918. Édition définitive (reproduction non intégrale) dans HISTOIRE ET PHILOSOPHIE SOCIALES. 1924.

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. 1918 (*épuisé*).

L'ÉCONOMIE NOUVELLE. 1919.

INTELLIGENCE ET PRODUCTION. 1920.

LA MONNAIE SAINE TUERA LA VIE CHÈRE. 1920.

D'UN SIÈCLE A L'AUTRE. *Chronique d'une génération*. 1921.

LA RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE. 1922.

LE POINT. L'ÉTAT ET LA PRODUCTION. 1922.

LE MYSTÈRE DE LA RUE DE RIVOLI. *Grandeur et décadence du franc sous le ministère de M. de Lasteyrie*. 1924.

HISTOIRE ET PHILOSOPHIE SOCIALES. *La Religion du Progrès. — L'Affaire Ferrer en France. — La Monarchie et la classe ouvrière. — La Bourgeoisie Capitaliste. — Les salons, les châteaux et le peuple français. — Le Cheval de Troie.* Avec une introduction générale : *L'Être et le Devenir*. 1924.

LES CAHIERS DE LA VICTOIRE

I

GEORGES VALOIS

LA RÉVOLUTION NATIONALE

PHILOSOPHIE DE LA VICTOIRE



PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, PLACE DU PANTHÉON, 3

MCMXXIV

JUSTIFICATION DU TIRAGE

L'édition originale du présent ouvrage comprend :

25 exemplaires sur Madagascar, numérotés de I à XXV,

100 exemplaires sur vélin pur fil des papeteries Lafuma, numérotés de XXVI à CXXV,

3300 exemplaires sur alfa Navarre, numérotés de 1 à 3300,

1000 exemplaires sur alfa Navarre, hors commerce, réservés à la Presse.

L'édition originale a été mise en vente le 22 novembre 1924.

Deuxième édition : 3300 exemplaires dans le format in-16 double couronne, novembre 1924.

LE XIXe DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE

En ce temps-là, Jésus, continuant de parler en paraboles, dit aux princes des prêtres et pharisiens : Le royaume des cieux est semblable à un roi qui faisait les noces de son fils. Il envoya ses serviteurs appeler ceux qui avaient été invités aux noces, et ils ne voulurent pas venir. Il envoya encore d'autres serviteurs, en disant : Dites aux conviés : « Voilà que j'ai préparé mon festin ; on a tué mes bœufs et ce que j'avais de meilleur ; tout est prêt, venez aux noces. » Mais ils n'en tinrent compte, et ils s'en allèrent, l'un à son champ, l'autre à son négoce ; et les autres se saisirent des serviteurs, et, après les avoir injuriés, ils les tuèrent. Le roi, l'ayant appris, entra en colère ; il envoya ses armées, extermina ces meurtriers et brûla leur ville. Alors il dit à ses serviteurs : « Le festin des noces est prêt, mais les conviés n'en étaient pas dignes. Allez donc dans les carrefours, et tous ceux que vous trouverez, invitez-les aux noces. » Les serviteurs, s'étant répandus par les chemins, rassemblèrent tous ceux qu'ils trouvèrent, bons ou mauvais ; et la salle de noces fut remplie de convives. Le roi entra pour voir ceux qui étaient à table, et, ayant aperçu là un homme qui n'était point revêtu de la robe nuptiale, il lui dit : « Mon ami, comment es-tu entré ici sans avoir la robe de noces ? » Et cet homme resta muet. Alors le roi dit à ses serviteurs : « Liez-lui les mains et les pieds, et jetez-le dans les ténèbres extérieures : c'est là qu'il y aura des pleurs et des grincements de dents. Car il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus. »

MATTH., 22.

A LA MÉMOIRE DE

JOSEPH BOISSIER, OCTAVE DE BARRAL, OCTAVE DE SAMPIGNY, HENRI LAGRANGE, MORTS POUR LA GRANDEUR FRANÇAISE

BOISSIER, Barral, Sampigny, c'est à votre mémoire que je dédiais, il y a sept ans, mes réflexions sur la guerre, car elles étaient l'expression de nos communes pensées de combattants. La guerre continue : ces réflexions nouvelles doivent être placées sous votre patronage, car elles se raccordent aux travaux que nous avions entrepris ensemble au Cercle Proudhon. Lagrange, j'honore votre mémoire en même temps que celle de nos amis communs, car vous avez été, dans ce Cercle, dont les séances furent suspendues par la guerre, un de ceux qui avaient le plus vif sentiment de la grandeur française.

Amis, c'est avec vous que nous avions commencé cette âpre analyse de la vie bourgeoise et de la vie noble par laquelle nous voulions rappeler leurs devoirs au gentilhomme et au bourgeois, cette exaltation des vertus héroïques dont nous constations la décadence dans toutes les classes de la société française. Ensemble, nous avons salué la guerre comme le signal d'une renaissance française et européenne. Avant qu'elle vînt, nous avions l'esprit du combattant ; ensemble, nous opposions la loi du sang à la loi de l'or ; nous attendions de la guerre, de la victoire, dont nous eûmes la certitude au premier jour, qu'elles rendissent au sang, à l'épée, le premier rang.

Amis, par votre sacrifice, par le sacrifice de nos innombrables frères d'armes, la France a été victorieuse et a

recouvré ses vertus. Mais, par la plus indigne des tricheries, ce n'est pas votre esprit qui règne dans ce monde où nous vivons : c'est l'esprit de l'or qui est le maître ; jamais il n'a été plus puissant, et, de nouveau, l'Argentier et l'Emeutier sont unis contre la patrie. Nous reprenons les armes et nous déclarons la guerre à l'un et à l'autre. Au nom de quoi ? Au nom de l'esprit qui vous animait. Au nom des vertus qui ont commandé votre sacrifice. Que votre esprit, que vos vertus guident nos bras dans la lutte que nous entreprenons. Je jure devant vous que nous la soutiendrons jusqu'à la victoire.

⁂

Nous, survivants parmi les combattants, frappons-nous la poitrine. Sommes-nous sans responsabilité dans cette suite d'événements qui ont effacé la victoire et qui ont rendu son pouvoir à l'Argent ? Nous aurions dû prendre le commandement de la France au jour de l'armistice. Notre erreur a été de penser que la tâche à accomplir pourrait l'être par d'autres que nous-mêmes. Nous sommes devenus « Anciens Combattants » ; nous aurions dû rester Combattants, tout court. Je connais bien l'excuse que nous nous donnons à nous-mêmes ; pour la plupart d'entre nous, il nous fallait refaire notre vie, reconstruire, chacun pour notre compte. Mais le vrai n'est-il pas que tous, tant que nous sommes, nous avons subi le patriotisme verbal de l'homme en qui la nation parlementaire plaçait ses espérances, le Lorrain Poincaré ?

Aurions-nous eu la puissance, noyés comme nous l'étions dans la vie civile, de dénoncer son erreur et la nôtre à un peuple abusé ? Il se peut que nous n'eussions pas été entendus. Et si le Lorrain était tombé par notre œuvre, ce peuple nous aurait sans doute condamnés.

Nous l'avons soutenu malgré lui, contre lui-même. Si, à nos yeux, ce fut une faute, nous sommes sans reproche devant le pays qui l'applaudissait. Nous sommes aujourd'hui libérés par le suicide politique de ce faux prince lorrain. Ne nous méprenons pas sur le caractère de cette faillite retentissante.

Ce qui meurt avec Raymond Poincaré, c'est le parlementarisme bourgeois, c'est le commandement de l'État par l'esprit bourgeois. Voilà le fait capital, et ce n'est pas le moment de le masquer, dussions-nous nous trouver en difficultés à ce propos avec nos cousins et nos meilleurs amis. Il nous faut présenter le vrai sans fard. Pour ma part, je le proclame et je donne mes raisons. Ce ne sera pas sans dire mes remerciements à René Johannet, dont l'*Eloge du Bourgeois*, qui parut au moment même où l'esprit bourgeois commettait les pires fautes, m'a amené à publier ma pensée sur la grandeur et la décadence de la bourgeoisie.

Il y a, dans le livre de Johannet, une thèse qui cache un péril mortel sous des apparences séduisantes : Johannet fait l'analyse et la synthèse des vertus bourgeoises, qui sont grandes, et que nul ne songe à contester ; lorsqu'il vous a présenté ces vues, dont la justesse vous séduit, il vous introduit dans la plus terrible des erreurs : L'État sera sauvé, dit-il, quand le bourgeois mettra ces vertus en exercice pour gouverner le pays.

Au premier coup, cela vous paraît logique. Que les finances du pays soient administrées comme celles d'une maison bourgeoise, quoi de plus sain ? Que l'administration de l'État soit conduite comme celle d'une industrie ou d'une maison de commerce, c'est parfait. Mais si

vous étendez ce raisonnement à la justice, à la politique générale, à l'armée, tout est perdu. Vous faites de l'État un État bourgeois. Et vous dressez contre lui tout ce qui n'est pas bourgeois. Johannet, qui a vu la difficulté, s'en tire en disant que nous sommes tous bourgeois. Ce que je nie vigoureusement.

Ici, tout combattant entrera dans la connaissance de la vérité de plain-pied en rassemblant ses souvenirs et ses sentiments. Il s'est battu pour la France, et non pour une classe. Ce qui l'animait, c'était le patriotisme, et non l'esprit bourgeois. Sa vie sous les armes, c'était tout le contraire de la vie bourgeoise. S'il faut de nouveau lutter, et même prendre les armes, pourquoi se battra-t-il ? Pour la patrie, pour la grandeur française. Mais pour un parti ou une classe, non.

Et le combattant observe que si la victoire des armes est effacée, si, de nouveau, l'existence de la patrie est en question, c'est parce que son esprit, qui commandait pendant toute la guerre, et qui faisait l'union nationale, a été exclu des affaires publiques et remplacé par l'esprit mercantile qui oppose les intérêts les uns aux autres et déchire l'État. Il avait fait la victoire : les bourgeois, conservateurs, libéraux et radicaux ont fait des affaires. Le combattant conclut que ses vertus propres sont seules capables de sauver l'Etat.

En cette fin d'année 1924, l'esprit combattant recouvre soudain sa force. Il avait été anesthésié sous Poincaré. Il est brusquement réveillé et s'affirme sans ménagements. Je ne vous dis pas qu'il est en possession d'une doctrine sûre. Notre objet est de lui en proposer une. Il n'a pas le sentiment des nuances. Ce n'est pas moi qui l'en blâmerai.

Je sais bien qu'il est difficile de nuancer des élans de combat. Mais il est possible de donner une direction à ces élans et de faire qu'ils soient constructeurs et non destructeurs. C'est aussi notre objet que de désigner un but à ces élans.

Essayez de nous rassembler pour la défense de la bourgeoisie, pour la restauration du bourgeois intégral : vous nous mettrez tous en révolte. Je dis : tous, y compris les combattants qu'a fournis la bourgeoisie. Il est très difficile de vous expliquer cela, parce que les sentiments du combattant sont incommunicables. Le combattant ne veut pas être l'homme d'une classe ; pas plus qu'il ne veut être l'aile droite d'un parti bourgeois. Il se place, comme pendant la guerre, au-dessus des partis et des classes. Et comme il ne voit aucun groupe qui ait cet esprit, il veut le gouvernement du pays. J'essaie de dire ses raisons. La raison principale, que tout combattant connaît obscurément ou clairement, c'est que l'esprit héroïque est le seul qui puisse faire vivre l'État.

Ceci nous amène à demander ou à organiser l'abdication de l'esprit bourgeois, et même l'abdication de la bourgeoisie comme classe dirigeante de l'État, ce qu'elle croit être et n'est d'ailleurs pas. Nous voulons qu'elle *serve*, comme nous avons *servi*. Cela veut-il dire que nous nions ses vertus? Nous les reconnaissons, et nous les exaltons. Nous voulons les obliger à grandir. Maîtresse de l'État, ou apparemment maîtresse de l'État, la bourgeoisie se corrompt. Rendue à sa fonction, elle s'élève. Ses vertus propres se fortifient. Soyez assurés qu'elles seront utilisées, et largement, dans les compartiments de l'État où elles sont de première utilité. Colbert était un

bourgeois ; un Combattant, qui était roi, en fit son premier ministre. Le combattant et le bourgeois construisirent ensemble une œuvre magnifique. Mais le combattant était chef de l'État, et Colbert son second. C'est cette hiérarchie même qui fit de Colbert un des plus grands Français. C'est ainsi que le Combattant entend les affaires publiques.



Telles étaient déjà nos pensées au temps où nous nous réunissions avec Boissier, Barral, Sampigny, Lagrange. Elles n'avaient pas le dessin précis que nous leur donnons aujourd'hui : il nous manquait l'enseignement que nous avons reçu dans les centres d'instruction du front et sur la ligne de feu, qui est bien la plus grande école que je connaisse, où l'on apprend à connaître son prochain et soi-même mieux qu'en aucun autre lieu du monde.

Nous rassemblons les hommes chez qui ces mêmes pensées sont nées pendant la guerre ou se forment en cette année même. Que nul ne s'étonne si l'appel que nous lançons s'adresse à tous, et même à des hommes qui paraissent s'éloigner de la patrie. Nous savons que, parmi ceux-ci, il en est quelques-uns qui étaient toujours volontaires pour les missions périlleuses. Ils ont été nos frères d'armes ; il y a beaucoup de raisons pour qu'ils le redeviennent le jour où ils auront la certitude que le drapeau que nous tenons est celui de la nation. Et si le lecteur veut comprendre notre sentiment profond, l'amitié nouvelle que nous voulons fonder, qu'il lise et médite l'Évangile du XIXe Dimanche après la Pentecôte, reproduit en tête de ce livre : il y trouvera le sens des réflexions qui lui sont présentées de la première à la dernière page.

INTRODUCTION

A tous les artisans de la victoire, chefs et soldats, Salut !

Nous célébrons cette année le dixième anniversaire de notre entrée dans une guerre que nul de nous ne désirait, mais où nous sommes allés résolus à vaincre, et prêts à mourir si la victoire nous échappait. Nous célébrons cette année le sixième anniversaire de la victoire, d'une victoire que nous avons voulue ardemment pendant plus de quatre années. Depuis le jour béni de la victoire, depuis le jour glorieux où nous avons eu la certitude que le nom de notre pays ne serait pas effacé de la terre, nous avons travaillé joyeusement à relever nos ruines, nous avons honoré nos camarades morts, nous avons accompli leur volonté, nous avons rempli notre devoir dans la paix comme

dans la guerre ; mais, en cet automne de l'an 1924, lorsque, chaque matin, nous ouvrons les yeux sur le pays que nous avons sauvé, nous avons le cœur lourd, plus lourd que lorsque nous nous éveillions devant les fils de fer barbelés.

Chaque matin, autrefois, nous voyions se dessiner dans notre esprit la carte du front : les Allemands étaient à Noyon. Alors le sens de notre vie était clair : il y avait, d'un côté du parapet, les Français sur leur sol réduit et déchiré ; de l'autre, les Allemands qu'il fallait rejeter au delà de la frontière, au delà du Rhin.

Aujourd'hui, chaque matin, nous voyons se dessiner dans notre esprit la carte du monde. Les Allemands ne sont plus à Noyon : ils sont à Genève et à Paris. Le sens de la vie s'obscurcit : on nous dit qu'une nouvelle lutte est en cours, l'ordre d'un côté, le désordre de l'autre ; les bourgeois tenant des positions, les prolétaires allant à l'assaut de ces positions. Nous savons que c'est un mensonge, parce que nous n'avons cessé d'être unis, nous, combattants, bourgeois et prolétaires, dans le même sentiment, depuis que nous avons mangé le même pain. Alors nous

écoutons les appels lancés dans cette dispute nouvelle et qui s'adressent à nous ; d'un côté, on nous dit que la cause de la France, qui est la nôtre, se confond avec la cause de l'ordre et avec celle de la bourgeoisie, chargée d'administrer le pays délivré ; nous regardons les hommes qui lancent cet appel, et parmi eux, nous voyons trop d'hommes qui faisaient leurs affaires pendant que nous faisions notre devoir et pour qui le relèvement de nos ruines a été une affaire ; qui sont prêts à faire des affaires avec les Allemands, avec les gens de Moscou, même contre nos intérêts. Nous ne sommes pas avec ces gens-là.

De l'autre côté, on nous dit que nous avons été trompés par les hommes d'affaires, pour qui la guerre était une source de bénéfices, et que la cause à défendre est celle des peuples unis, par-dessus les frontières, contre les fabricants de munitions. Nous regardons les hommes qui font ces discours, avec des grimaces de singes, et nous reconnaissons ceux qui nous tiraient dans le dos pendant que nous combattions, et, derrière eux, nous découvrons les grands financiers de Paris, de Francfort, de Londres et de

New-York, qui ont la prétention de régler le sort du monde, qui veulent laisser à notre charge les frais de la guerre et nous faire souscrire aux emprunts de Berlin et de Moscou. Nous ne sommes pas avec ces gens-là.

Le monde est obscurci. Nous ne savons plus où est notre devoir. Les chefs du Gouvernement rouvrent les portes du pays à ceux qui désertaient nos rangs dans la bataille. Un bavard officiel déclare à la face des nations qu'il lui faut plus de courage pour faire la paix qu'à nous pour faire la guerre. Nos chefs sont muets. Les financiers sont tout-puissants. Les Allemands reforment leurs armées. Les gens de Moscou, à la tête de leurs armées chinoises, insultent l'Europe. La victoire, notre victoire, voile son visage devant ce spectacle. Pourquoi donc nous sommes-nous battus? Pourquoi devons-nous nous battre encore? Le monde est obscurci et notre cœur est lourd.

Mais le monde s'éclaire et notre cœur se gonfle d'enthousiasme lorsque, ayant regardé bien en face tous ces discoureurs, nous voyons leur regard fuir devant le nôtre, et nous livrer la vérité dissimulée sous le vêtement civil que

nous portons tous aujourd'hui : ces discoureurs, ces annonciateurs de mondes nouveaux, ces gens qui, d'un côté comme de l'autre, nous invitent à prendre part à une nouvelle lutte, ne voyez-vous pas que c'est tout le peuple des embusqués ? Ce sont les embusqués qui se disputent les profits de la guerre ; ce sont les débris des générations de la défaite qui tentent, pour conserver le pouvoir ou pour le conquérir, d'exploiter notre gloire, ou d'exploiter notre déception et de se servir de nos bras !

Alors, camarades, lorsque la vérité nous apparaît, notre esprit se ranime, notre cœur bat comme aux jours de Verdun et du Chemin-des-Dames, nous savons où est l'adversaire à combattre et le but à atteindre, et nous crions aux deux partis qui nous appellent :

— Ni avec les uns, ni avec les autres. Nous-mêmes avec nous-mêmes, avec nos femmes et nos enfants, avec ceux de nos métiers, avec nos propres chefs, pour la France régénérée par la victoire, pour la grandeur française que nous avons servie et que nous voulons servir !

I

Le jour est venu où il faut que nous nous rassemblions comme nous nous sommes rassemblés au 2 août 1914, pour faire face à la coalition qui s'est formée contre nous tous et contre la victoire elle-même. Il faut que nous nous rassemblions dans le même esprit, que nous nous donnions la même discipline, que nous prenions conscience de la tâche que nous avons à accomplir. Notre tâche, il faut nous le dire, le proclamer devant le peuple des embusqués, c'est d'achever la révolution commencée le 2 août 1924, révolution nationale et véritable révolution européenne ensuite.

Notre erreur, depuis la guerre, a été de nous reposer sur nos lauriers, d'oublier les raisons qui nous avaient fait accepter notre tâche en 1914, de croire que les équipes d'embusqués au pouvoir allaient achever ce que nous avions commencé.

Pourquoi nous sommes-nous battus? Il ne s'agit pas de dire ici la raison pour laquelle, selon que l'on est d'une école politique ou philoso-

phique, on déclare, après coup, s'être battu. Je demande pourquoi les Français, pris en masse, ont accepté de se battre.

La France officielle a déclaré qu'elle se battait pour le Droit, pour la Démocratie et pour la Justice. Les Français qui se battaient ignoraient ces raisons de combattre, et, en général, ceux qui se considéraient vraiment comme les soldats du Droit, de la Démocratie et de la Justice étaient d'assez mauvais soldats qu'on ne voyait pas longtemps aux armées, car ils considéraient que leur précieuse pensée ne pouvait être exposée aux risques que comporte le maniement des armes à feu. On affirme également que nous nous sommes battus pour la civilisation. Je n'y contredis pas. Mais nous savons tous que ce n'était pas là l'idée motrice qui était dans nos cœurs. La grande raison de combattre de la majorité des Français, c'est que la victoire, si nous la saisissions, donnerait au monde la preuve que nous sommes, collectivement et individuellement, des citoyens du monde parfaitement capables et dignes d'occuper le plus beau royaume qui soit sous le ciel et que nous n'avons besoin ni du professeur allemand, ni du contre-

maître allemand, ni du fabricant, ni du commerçant, ni du financier anglo-saxon, ni du penseur scandinave pour nous conduire, nous défendre, vivre sur notre sol, en tirer parti, élever nos enfants et faire figure dans le monde.

Pour la plupart des Français, la guerre a été à la fois une guerre nationale et une guerre individuelle. Les Français, qui savent qu'ils ont été un peuple admiré et jalousé parce qu'il possède une belle terre, des artisans de premier ordre, des savants et des penseurs qui ont fait quelque bruit dans le monde, des soldats à la fois redoutés et aimés, — les Français, à la veille de la guerre, se croyaient des hommes diminués : depuis cinquante ans, on ne cessait de leur démontrer qu'ils étaient inférieurs aux Anglais, aux Américains, aux Japonais, aux Allemands. Les preuves de cette infériorité leur étaient administrées par des Français et reproduites par la presse des deux mondes. Il était entendu que nous étions un peuple fini, qui ne pouvait plus vivre que dans le souvenir de sa grandeur passée, et qui, par surcroît, était bavard, incapable d'organisation et de discipline. Les Français avaient fini par répéter cela eux-mêmes, sans y croire

beaucoup, mais cela leur causait une profonde humiliation. La défaite de 1870 leur paraissait rendre impossible une contestation qu'ils formulaient secrètement. Tout Français qui n'était pas une brute souffrait de cette infériorité, proclamée par les gazettes du monde entier, reconnue par des Français, confirmée par la défaite de 1870 et par l'attitude peu glorieuse de la France devant l'Allemagne depuis 1870.

Au 2 août 1914, le Français, devenu le combattant, dit tout simplement : On va voir si, oui ou non, on n'est plus bon à rien. Il ne tenait pas à faire la guerre ; mais puisqu'il la fait, il entend faire la preuve de ce qui est au fond de sa pensée et qu'il n'ose plus affirmer. Quiconque a vécu dans l'intimité du Combattant, de la vie du Combattant, connaît cette raison de combattre plus individuelle que nationale. Chacun considère qu'il a un compte à régler avec un Allemand ; chacun a son but de guerre, qui est de prouver qu'il n'est pas un homme diminué : si nous sommes battus, la cause est jugée, nous devenons des hommes de seconde zone, qui seront commandés en toutes choses par des Allemands ; si nous avons la victoire, nous rede-

venons des hommes de première zone, un peuple maître chez lui, dont la grandeur ne sera plus passée, mais présente et future ; à l'atelier, au bureau, à la Faculté, on ne tolérera plus les airs hautains et protecteurs de tous les représentants des pays nordiques ou anglo-saxons. On se bat contre l'Allemand, mais on fait la preuve pour tout le monde.

Voilà les véritables raisons de combattre du soldat français ; il n'y a là-dedans aucune considération sur le droit, la démocratie, la justice, la civilisation, la république ou la monarchie. La question est de savoir si moi, ébéniste du faubourg Saint-Antoine ou professeur en Sorbonne, je vaux moins qu'un ébéniste munichois ou un professeur de Bonn. La réponse est donnée sur la Marne, et, dans les premiers jours de septembre 1914, les Français redeviennent un peuple, reprenant conscience de ses destinées, les yeux fixés sur sa grandeur future.

En même temps, une révolution s'opère dans les esprits qui correspond à une révolution qui s'est ouverte dans toute l'Europe le jour même de la déclaration de la guerre. Puisque la victoire sur la Marne prouve que nous sommes un

peuple fort, tout ce qui a été dit sur notre infériorité n'est que mensonge, et puisque cette preuve est donnée dans la guerre (déclarée impossible par les personnages officiels) par des moyens qui sont tous contraires à ceux que l'on enseigne depuis trente ans, il faut donc penser que les idées sur lesquelles nous vivons sont fausses, ou pour le moins contestables. La victoire de la Marne ébranle tout un système philosophique, politique et social : jusqu'au 2 août 1914, la France et, avec elle, une bonne partie de l'Europe, croit au progrès qui supprime les guerres et à la vertu des assemblées délibérantes qui conduisent les peuples sur la route du progrès. Au 2 août, la religion du progrès est niée par l'Europe en armes ; le 3 août, le pouvoir des assemblées apparaît comme un péril de mort ; le 25 août, le chef est une impérieuse nécessité ; le 8 septembre, le peuple armé découvre que la victoire est son œuvre sous la conduite d'un chef : la force et la grandeur viennent de lui être rendues par son unité morale, par sa discipline nationale, et par le commandement d'un seul, c'est-à-dire par les vertus dont la valeur était niée depuis plus d'un siècle.

Une révolution politique a été faite à Paris, par laquelle une dictature est instaurée : une révolution intellectuelle qui s'étend à toute la France armée et non armée fait que la révolution politique est acceptée par l'immense majorité des Français. Le mouvement est si profond que l'angoisse entre dans le cœur du combattant lorsque le Parlement se réunit, et la confiance entière ne lui est rendue que par la dictature de Clemenceau, qui lui donne la victoire. Sur ses observations, malgré une presse qui délaie les discours officiels sur la guerre du droit, le combattant construit sa philosophie dont voici les articles essentiels :

La guerre est un fléau qui tombe sur les peuples qui n'ont point confiance en eux-mêmes et qui ont peur des armes ;

Les hommes qui ont annoncé qu'il n'y aurait plus de guerres sont de dangereux rêveurs ;

Nous verrons à la prochaine guerre, si cette guerre est la dernière ou l'avant-dernière des guerres ; il est probable qu'il y aura des guerres tant que la vigne, les oranges et le blé ne croîtront pas de la même manière dans tous les pays d'Europe et d'Asie ;

Il est dangereux d'habiter un beau pays où l'on ne fait pas beaucoup d'enfants lorsque l'on est le voisin d'un pays qui fait beaucoup d'enfants et où il y a peu à manger. C'est un risque de guerre ; il est prudent pour la France de demeurer armée ; il est prudent de désarmer l'Allemagne ;

Les Français ne sont pas dégénérés : ce sont les meilleurs soldats et les meilleurs ouvriers du monde ; lorsque la paix sera faite, après la victoire française, la France sera plus grande qu'elle ne l'a jamais été ;

La grandeur de chaque Français suivra la grandeur de la France : les professeurs français, les industriels français, les ouvriers français seront demandés dans toute l'Europe ;

La France était mal organisée avant la guerre : les combattants mettront de l'ordre dans les affaires de la France ; la hiérarchie sera ainsi établie : à la tête du pays, le Chef des Combattants ; ensuite les combattants, qui seront mis à la tête de toutes les sociétés privées ;

Le combattant recevra à coups de grenades les politiciens et fera rendre gorge aux profiteurs de la guerre.

Je viens de résumer la philosophie du combattant. Je l'extrais des déclarations que vous avez tous entendues ou faites. Je ne prétends pas qu'elle contienne une doctrine complète de l'organisation politique, économique et sociale. Telle qu'elle était, telle qu'elle demeure, elle s'opposait, elle s'oppose à toutes les institutions de l'avant-guerre et qui ont survécu à la guerre. Elle met en question l'existence de l'État démocratique, de l'État libéral, qui a été incapable de prévoir la guerre, qui a dû se démettre pour permettre la victoire, et qui est aujourd'hui incapable d'organiser la paix. Le trouble où nous sommes vient en grande partie du fait que la philosophie du combattant, qui a soutenu les gouvernements nationaux de la guerre, n'est pas entrée dans les institutions après la guerre.

La révolution commencée le 2 août 1914 est inachevée ; elle a été suspendue par un retour masqué des hommes et des principes d'avant-guerre. Dès 1915, la contre-révolution s'organisait ; c'est elle qui rouvrit le Parlement pendant la guerre ; elle tendait à replacer la France dans l'état où elle était avant la guerre, c'est-à-dire dans ce régime démocratique de nom, plou-

tocratique de fait, où les financiers et les hommes d'affaires font des affaires par-dessus les frontières, sans aucune considération pour les différents intérêts nationaux, et où ces opérations sont facilitées par des politiciens, théoriciens du progrès qui conduit à la paix universelle. La philosophie du combattant, qui défend les valeurs héroïques nationales, s'oppose à la philosophie du financier, pour qui il n'y a dans le monde que des valeurs de bourse, et des commissions sur les emprunts, qu'ils soient français ou allemands.

Les financiers et les politiciens libéraux se sont tout naturellement associés pour tenter une contre-révolution. Pendant que nous faisions la guerre, ils restaient en place dans leurs fauteuils et leurs cabinets, parlaient notre langue pour nous faire croire qu'ils agissaient selon nos pensées nouvelles. Mais, dès 1919, ils travaillaient à annuler les résultats de la victoire.

La paix qu'ils font est une paix de financiers et de mercantis ; ce n'est pas une paix de combattants. Elle restaure les fausses valeurs que nous avions abattues pendant la guerre : la victoire n'est plus la victoire des soldats, de l'héroïsme et du sacrifice : c'est la victoire du droit

et de la justice, acquise par les juristes, les professeurs et les orateurs ; ce n'est plus la victoire d'une armée sur une autre : c'est celle des démocraties sur les autocraties.

Les combattants sont renvoyés dans leurs foyers comme s'ils venaient de faire une période d'instruction. Paris ne voit pas la rentrée des troupes victorieuses ; on ne lui donne qu'un défilé de délégations. On travaille à dissocier la volonté des combattants, que l'on noie dans les illusions de 1919. L'élan révolutionnaire des combattants est parlementarisé ; les aspirations des combattants sont canalisées par le moyen des associations et réduites à de petites questions matérielles. La représentation parlementaire des combattants est encadrée et réduite à l'impuissance par les vieux partis. Les chefs des combattants sont éloignés de la vie publique : sous prétexte de les honorer, on les transforme en commis-voyageurs nationaux.

Dès 1920, par tous ces moyens, l'armée des combattants est démobilisée effectivement, pulvérisée en mille associations qui n'ont plus d'âme commune et qui n'ont plus de chefs. La contre-révolution, en deux ans, a disloqué l'armée de la

victoire et de la révolution nationale et, dans le même temps, elle a reformé ses troupes, avec tous ses embusqués, avec ses troupes auxiliaires placées sous le commandement des hommes de Moscou.

De 1919 à 1924, les hommes et les idées de l'ancien régime, demeurés au pouvoir sous le masque de nos idées, ont travaillé à refouler l'esprit de la victoire. Ne nous y trompons pas : les auteurs de cette contre-révolution, ce ne sont pas ceux que l'on accuse au premier coup, ce n'est pas Herriot, ce n'est pas Caillaux, c'est Millerand et Poincaré. C'est sous leur direction que l'on a tenté d'enterrer à jamais la philosophie du combattant sous les pierres de l'hommage aux morts. Systématiquement, on a tourné l'esprit des combattants, l'esprit public vers le seul culte du souvenir des disparus. On a fait de notre champ de gloire un cimetière. L'ordre des morts, camarades, ce n'est pas que nous demeurions penchés au bord des tombes : c'est que nous accomplissions leur volonté testamentaire, la fructification de la victoire pour laquelle ils se sont sacrifiés. M. Raymond Poincaré a prononcé cinquante discours devant les monuments aux

morts. Mais il n'a pas prononcé un seul discours pour l'exaltation de la victoire. Sur toute l'étendue de notre territoire, on a voulu que la victoire fût représentée par des images funèbres, afin d'immobiliser les survivants dans le recueillement et les larmes. La victoire n'apparaît aux Français que sous la forme des monuments aux morts, alors que partout, les morts auraient dû nous apparaître dans des monuments de la victoire. Un seul monument sera digne des morts que nous portons dans notre cœur, c'est le monument de la victoire, celui que l'État des financiers et des politiciens n'a pas élevé.

C'est par ces moyens que la contre-révolution a fait de la victoire une valeur morte, qui rendait inerte la philosophie révolutionnaire du combattant. Les élections du 11 mai sont le résultat de ces manœuvres ; c'est le retour déclaré, avoué, des hommes de l'ancien régime, tandis que la Chambre de Millerand et de Poincaré en était le retour masqué. La Chambre du 11 mai, c'est la contre-révolution qui redresse l'État libéral abattu par la révolution d'août 1914. L'erreur des combattants a été de croire que leur œuvre de la guerre pourrait être achevée par des

politiciens d'avant-guerre, avec les institutions d'avant-guerre. Si la victoire paraît aujourd'hui annulée, ce n'est pas parce que Herriot est au pouvoir, c'est parce que Millerand et Poincaré ont préparé l'arrivée d'Herriot de leurs propres mains. La contre-révolution de mai 1924 est leur œuvre. Nous l'annulerons à notre tour en rappelant parmi nous l'esprit de la victoire. La contre-révolution a fait de la victoire une valeur morte, une image de cimetière. A nous d'en faire, dans la vie publique, la valeur vivante qu'elle n'a cessé d'être dans nos cœurs. Rassemblons-nous sous le signe des deux Marnes. Et sous ce signe nous vaincrons.

II

Nous sommes les soldats de la victoire. Nous sommes citoyens d'un pays victorieux. Notre but, c'est la grandeur française. Nous avons retrouvé la grandeur. Nous voulons nous maintenir dans la grandeur, avec les idées et les sentiments qui l'ont faite. Cela signifie que nous nous rappelons avoir été des hommes diminués, doutant d'eux-

mêmes, et que nous ne voulons pas revenir à cette humiliation. Nous sommes redevenus un peuple libre et fort, sous le commandement de chefs dignes de nous ; nous ne voulons pas redevenir un peuple d'esclaves, mené par des bavards entre les mains des banquiers internationaux. Mais nous ne ramènerons la victoire parmi nous que si nous savons bien ce que nous sommes.

Nous sommes les artisans d'une révolution, d'une grande révolution, par laquelle nous avons à libérer la France et l'Europe du gouvernement des banquiers et des parlementaires qu'elles subissent depuis un siècle, des idées sur lesquelles est fondé ce gouvernement, des institutions qu'il a construites pour se défendre. Il n'y aura pas de paix dans ce monde tant que nous n'aurons pas donné à notre pays les institutions qu'exige la révolution d'août 1914.

L'existence même de notre civilisation est en question. La révolution communiste a fait de la Russie, naguère marche de l'Europe tournée vers l'Asie, le poste avancé de l'Asie nomade tourné vers l'Europe. L'Asie nomade et l'Asie mystique rêvent l'une de piller l'Europe, l'autre de la civiliser. De grandes invasions barbares sont

en puissance de la Volga au Thibet. La suprématie intellectuelle et politique de l'Europe est contestée pour la première fois depuis plusieurs siècles. Pendant que des prédicants font à Genève des prêches larmoyants sur la paix universelle et organisent le désarmement, l'Asie tout entière retentit d'appels guerriers. Les Soviets soulèvent les peuples d'Asie contre ce qu'ils nomment l'impérialisme européen ; des missions militaires allemandes vont militariser les Mongols ; les mystiques asiatiques reparaissent dans les pays d'occident. L'œuvre de deux millénaires, sauvée aux Champs catalauniques, à Poitiers, sous les murs de Vienne, aux marches de Pologne et d'Ukraine, est de nouveau en péril. L'Europe appauvrie, mais fortifiée par la guerre, pouvait, en 1919, reformer le concert de ses puissances, faire sa paix intérieure, refouler les Barbares qui sont aux portes de son empire, redresser dans le monde entier les valeurs qu'elle a reçues d'Athènes et de Rome et reprendre sa mission. La paix des banquiers lui retire sa force reconquise, ne reconstitue pas ses richesses détruites et rouvre ses portes à la Barbarie qui renaît de toutes parts.

Qui peut lui rendre de nouveau le sens de sa mission universelle ? qui peut lui faire recouvrer la force qu'elle perd dans ses parlements nationaux et internationaux ? qui peut la faire s'évader du mercantilisme où elle sombrerait ? qui peut redresser pour elle les valeurs héroïques ?

La France, dépositrice, pour le compte de la Chrétienté, de l'esprit de victoire qu'elle a conquis sur les champs de bataille. C'est par là que le réveil de l'esprit de victoire en France est une des conditions du salut de l'Europe. Toute victoire donne de grandes obligations au peuple victorieux, qui doit devenir le grand protecteur de la paix et faire don, aux autres peuples, des vertus, des idées qui l'ont conduit à la victoire. La grande incertitude de l'Europe, la fragilité de la paix viennent du fait que la France officielle, reprise en mains par la contre-révolution parlementaire et financière, manque à sa mission de nation victorieuse et cache les vertus qui ont fait sa force. C'est pourquoi il nous faut faire resurgir devant l'Europe la figure du combattant. Alors, l'Europe saura que la paix est protégée, et que les peuples peuvent de nouveau en toute sécurité donner leur effort au travail.

Nous avons à créer, en rappelant parmi nous l'esprit de la victoire, les institutions qui sont la condition de la prospérité et de la grandeur.

C'est par cette tâche qu'il nous faut achever la révolution d'août 1914.

Mais qu'est donc essentiellement cette révolution ? Son sens profond tient en peu de mots :

L'Europe libérale d'avant-guerre disait :

Le combattant est le serviteur du marchand, du capitaliste.

L'Europe combattante a dit : le marchand, le capitaliste sont les serviteurs du combattant.

C'est l'Europe combattante qui a raison, parce qu'il n'y a ni travail, ni trafic, ni épargne tant que le combattant n'a pas fondé la paix au prix de son sang. Voilà la vérité que nous avons connue pendant la guerre, et sur laquelle nous voulons fonder les institutions politiques et sociales de l'avenir.

Notre place dans la nation est la première pour la protection de la paix. Nous ne voulons pas la céder aux marchands et aux financiers qui déchaîneraient de nouvelles guerres par leur âpreté au gain, et nous laisseraient alors tenir le front pour défendre leurs biens mal acquis.

C'est pourquoi nous devons renverser les institutions qui leur permettent de régner et qui leur ont donné la possibilité de nous voler la victoire et ses fruits.

III

Nous avons été victimes, en 1919, d'une grande mystification. Au moment où nous reprenions place à nos foyers, les financiers et les parlementaires, redoutant un mouvement des combattants déçus par la mauvaise paix, grossissant eux-mêmes la menace communiste, nous ont appelés à la défense de l'ordre, à une nouvelle défense de la nation. Les combattants ont répondu en envoyant quelques centaines des leurs au Parlement. C'est de cette époque que date l'équivoque que nous avons à dissiper aujourd'hui. Les combattants croyaient répondre à l'appel de leurs chefs pour le service de la Patrie et pour la grandeur française. Ils n'ont pas vu, ils ne pouvaient pas voir alors que c'était là l'opération par laquelle on les séparait de leurs vrais chefs pour les mettre sous la direction des

Embusqués, des profiteurs de la guerre, de tous les représentants de ce que l'on appelle faussement les valeurs économiques, bref sous la conduite du marchand et de l'orateur parlementaire. L'équivoque a duré quatre ans : chaque fois que l'on critiquait la stérile agitation parlementaire, quelqu'un élevait la voix pour rappeler que la Chambre du 16 novembre était la Chambre bleu horizon, la Chambre des combattants. L'avenir de la révolution nationale a failli être compromis par cette aventure. Si elle s'était prolongée, l'impuissance parlementaire, la malfaisance des institutions libérales eussent été mises définitivement au compte des combattants et du patriotisme français. Or c'était la bourgeoisie libérale qui régnait sous le nom usurpé des combattants. Grâce à Dieu, l'équivoque a pris fin, la Chambre est redevenue la Chambre tout court. La contre-révolution, masquée pendant quatre ans, a le visage découvert. La situation est nette.

Artisans de la victoire, chefs et soldats, nous nous rassemblons et nous nous posons les uns aux autres la question :

— Le mot d'ordre?

Il n'y a aucune hésitation dans les réponses. Chacun dit : France. Mais il y a encore hésitation sur le commandement. Répondrons-nous à l'appel de l'ordre, ou de la bourgeoisie, ou de la république, ou d'un prince? Je dis que nous devons répondre à l'appel du chef national.

L'ordre n'est pas un but, c'est un moyen. Faire l'ordre, c'est mettre hommes et choses en place ; c'est créer les conditions du mouvement heureux, ce n'est pas le mouvement lui-même. On se met en ordre pour marcher ; on ne marche pas pour se mettre en ordre. L'ordre, c'est la condition de l'action ; ce n'est pas l'action. Ce n'est pas son but, c'est son cadre. Nous voulons l'ordre comme moyen.

La bourgeoisie, ce n'est pas un but, c'est un moyen. Ce n'est pas un tout ; c'est une partie. Mais serait elle comme certains le disent, une classe de chefs, par qui les nations sont conduites et prospèrent? Nous devons nous expliquer très nettement sur ce point. Nous regardons les bourgeois comme les serviteurs et non comme les chefs de l'État. Que l'État prenne de hommes dans la bourgeoisie, comme dans la noblesse, comme dans le peuple ouvrier et paysan, pour

constituer ses états-majors, nous n'avons rien à y reprendre. Mais que l'État considère la bourgeoisie comme la classe des chefs, que l'État, pour parler net, soit un État bourgeois, nous ne l'admettons pas, parce que cela est contraire à la philosophie du combattant et à la plus élémentaire sagesse politique. L'État ne peut être que l'État national.

Nous entendons bien que les titres de la bourgeoisie à occuper l'État sont invoqués par beaucoup de bons esprits, et l'on fait valoir que la bourgeoisie, pendant plus d'un siècle, a dirigé les affaires d'un grand nombre de pays. Mais c'est précisément ce que nous contestons : nous entreprenons la revision des titres de cette bourgeoisie ; nous contestons que les résultats de sa gérance aient été bons, et un des objectifs de la révolution nationale, c'est de remettre à leur place les différentes bourgeoisies qui ont géré l'État depuis un siècle.

Nous disons : les différentes bourgeoisies, et non la bourgeoisie. Car il y a plusieurs bourgeoisies. Il y a une bourgeoisie catholique et conservatrice, une bourgeoisie libérale, une bourgeoisie voltairienne et radicale ; elles n'entendent pas

le gouvernement des peuples de la même manière. Toutefois, lorsque l'une gouverne, elle est d'accord avec les autres au moins sur un point : sur une certaine manière de concevoir l'ordre. S'il fallait réduire ces fractions au même dénominateur, on trouverait qu'il faut inscrire au-dessous de chacune d'elles : défense et illustration de la propriété individuelle considérée comme une fin de toute l'activité politique.

Or, si nous regardons la propriété individuelle (il vaudrait mieux dire : la propriété familiale) comme une des conditions de la civilisation, nous ne la regardons pas comme un but, mais comme un moyen. La propriété familiale et personnelle est le plus puissant moyen de faire sortir l'homme du nomadisme, de la barbarie, de le fixer au sol et de lui faire construire la cité, de le faire entrer dans les voies de la civilisation. Mais, encore une fois, ce n'est qu'un moyen. La propriété n'est-elle aussi qu'une partie d'un tout : le tout, c'est la Cité. Et ce que nous combattants, nous servons, c'est la Cité tout entière, l'État qui en est la tête, et toutes les sociétés particulières qui en sont le corps et les bras. La Cité, c'est la propriété nationale, indivise entre

toutes les familles qu'elle comprend, et c'est une propriété qui contient beaucoup plus de choses qu'il n'y en a sur le sol, dans les ateliers, dans les bureaux et les magasins du commerce et de l'industrie. C'est une propriété qui contient toutes les créations de l'intelligence sans laquelle les choses matérielles ne sont rien que pierre, bois et fer sans utilisation. C'est une propriété qui contient également les valeurs morales qui règlent les relations des hommes entre eux, et, par-dessus tout, les valeurs héroïques par lesquelles la Cité elle-même a été fondée et a été défendue au cours des âges.

Or, c'est un fait connu par l'expérience, la bourgeoisie est une classe sociale dont les membres sont beaucoup plus attachés au service de la propriété individuelle et familiale qu'au service de la propriété nationale. C'est sa fonction, où elle trouve une certaine grandeur, mais limitée. L'exercice de sa fonction l'amène à concevoir que la propriété nationale n'est que la somme des propriétés individuelles, alors qu'elle en est la créatrice, et que l'État est au service de la propriété individuelle alors que la vérité est dans la relation inverse. La bourgeoisie est

spécialement attachée à la production et à la gestion des biens matériels de la Cité, et, également des valeurs morales qui sont favorables à cette production et à cette gestion ; elle est habile à distinguer le mien et le tien et défend le droit avec passion. Mais ce n'est pas elle qui administre cet immense territoire national qui unit les siècles les uns aux autres et où vivent et croissent les hautes valeurs morales, intellectuelles, héroïques qui sont la véritable assise de la Cité.

Tous les biens matériels de la Cité passent entre les mains de la bourgeoisie : c'est ce qui lui donne l'illusion qu'elle est la grande et la seule créatrice dans la Cité. Illusion, dis-je, terrible illusion qui a causé les plus grandes erreurs politiques et sociales du siècle dernier et que nous devons rejeter. C'est en vertu de cette illusion que la bourgeoisie s'est regardée comme détentrice du pouvoir qu'elle a voulu posséder, qu'elle a été incapable de tenir entre ses mains, qui a fait d'elle une classe libérale, le libéralisme étant sa réaction contre le commandement du combattant, qu'elle voulait réduire à un rôle de gendarme. Obsédée par cette illu-

sion, les fractions bourgeoises qui ont occupé le pouvoir, ramenant toutes choses à la défense de la propriété, ont été impuissantes à administrer l'immense domaine de l'État où se trouve le capital moral, intellectuel et héroïque de la Cité.

Qui administre aujourd'hui ce domaine, après un siècle de direction de l'État selon les vues bourgeoises ? Personne. D'énormes parties de ce domaine sont en friche. Des groupes de citoyens en cultivent les parties les plus riches, sous leur responsabilité et à leur corps défendant ; mais le territoire est sans cesse parcouru par des bandes qui le ravagent et contre lesquelles l'État se déclare impuissant. Pendant la guerre, il avait été réoccupé d'un seul coup, reconstitué, cultivé. Cinq ans après la paix, il est abandonné de nouveau. Les différentes bourgeoisies, inhabiles à s'y maintenir, n'en connaissant point les limites, l'abandonnent à ce qu'elles nomment la liberté. Leur mot d'ordre est : toute licence sauf contre la propriété des choses. C'est l'erreur par laquelle à l'État national a été substitué l'État libéral, qui tolère toutes les dévastations morales et intellectuelles tant que la dévastation matérielle ne se produit pas.

IV

Nous ne nous sommes pas battus pour persévérer dans cette erreur. Nous ne nous sommes pas battus pour remettre la France dans le prétendu ordre où elle était avant la guerre. Cet ordre matériel cachait mal le plus grand désordre ; plus que le désordre, la menace organisée des destructeurs de la Cité.

Voulez-vous voir ce qu'est la Cité à la veille de la guerre ? La propriété matérielle est défendue. Mais l'État, n'est plus seulement l'État débile qui ne sait plus administrer les valeurs morales, intellectuelles et héroïques de la Cité. Ses institutions, sous la menace des bandes qui agissent dans ce domaine qu'il abandonne, sont fournies contre les forces mêmes de la Cité :

Les Combattants sont attaqués et il leur est interdit de se défendre ;

L'État admet qu'il devra un jour ou l'autre céder la place qu'il occupe ;

La Famille, pierre angulaire de la Cité, est niée par l'État lui-même, dont toutes les lois la disloquent, la dispersent, la ruinent, dont

aucune ne la reconnaît comme la cellule mère de la nation ;

La Cité n'est officiellement qu'une assemblée de citoyens sans liens entre eux, ni familiaux, ni corporatifs. Les citoyens sont abandonnés à une liberté qui ne profite qu'aux plus mauvais d'entre eux ;

Les citoyens travaillent, produisent, trafiquent ; on les oblige à accomplir leur effort hors de toute règle, de toute coutume, sans autre obligation que de faire face à leurs échéances ; qu'ils produisent trop ou pas assez, qu'ils produisent du bon ou du mauvais, que leur travail soit utile aux citoyens ou qu'il soit une cause de ruine morale, qu'ils observent la justice dans les échanges ou qu'ils abusent de leurs propriétés pour exploiter le prochain, l'État l'ignore, l'État laisse faire et laisse passer ; la population ouvrière du pays vit dans une condition inférieure ; elle élève des protestations ; au lieu de lui donner les protections légitimes qu'elle demande, l'État la livre aux ennemis de la Cité ;

A l'école, que l'État, contre sa propre doctrine libérale, s'est donné le pouvoir de diriger, on

enseigne une fausse morale, une fausse philosophie qui minent dans les esprits toutes les valeurs qui sont l'âme de la Cité.

A la veille de la guerre, presque toutes les institutions de l'État libéral étaient tournées contre les intérêts de la Cité. La révolution nationale d'août 1914 en a arrêté le fonctionnement, mais elle en a laissé subsister les cadres et le personnel. La contre-révolution de 1919 a remis le mécanisme en mouvement ; l'État libéral fonctionne en 1924 comme avant le 2 août 1914. Mais le prestige qu'il possédait avant la guerre est tombé ; les idées libérales, encore vivantes il y a dix ans, ont perdu toute influence. L'État libéral n'a plus de soutien dans l'esprit public que se partagent les idées nationales et les idées socialistes. Il est prêt à choir sous les coups des unes ou des autres. Qu'il tombe par l'œuvre des unes ou des autres, sa chute sera le signal d'une révolution. Nous avons à renverser l'État libéral pour reconstituer la Cité et lui donner une grandeur nouvelle.

Nous ne devons pas nous méprendre sur le caractère de l'opération que nous avons à conduire. Nous échouerons dans notre entreprise

si nous croyons qu'il nous suffit de placer nos idées et nos hommes à la tête des institutions de l'État libéral. Ce sont les institutions elles-mêmes qu'il faut changer. Et le problème n'est pas pour nous de reconstruire un État bourgeois : il est de substituer l'État national à l'État libéral.

L'État national, c'est l'État qui repose sur les valeurs héroïques par lesquelles toute cité est fondée, défendue, conduite à la grandeur ; c'est l'État qui repose sur la philosophie même du combattant ; c'est l'État qui veille sur la propriété nationale, qui veille sur le patrimoine spirituel de la nation, qui n'accorde aucune licence aux tentatives faites contre les valeurs fondamentales de la Cité ; pour qui la propriété individuelle et familiale n'est qu'un moyen de prospérité et non le but de son activité ; qui est au-dessus des partis et des classes et qui recrute ses états-majors aussi bien dans une classe que dans l'autre ; qui n'admet, dans son sein, que les hommes qui prennent le parti de la France ; qui donne une égale protection à tous les membres de la famille française ; qui, enfin, n'est pas une assemblée, mais une tête, une seule tête, et un cœur.

Constituer l'État national, c'est un des premiers actes de la révolution nationale, et c'est un acte essentiellement révolutionnaire, car c'est la négation de toute la philosophie politique, économique et sociale du XIXe siècle. La révolution nationale dépasse le cadre d'une révolution politique ; c'est beaucoup plus qu'un changement de régime par lequel la monarchie serait substituée à la république. La révolution nationale exige un chef national. Mais elle ne serait pas faite par une opération qui serait limitée au remplacement du président de la république par un prince héréditaire et qui laisserait subsister les institutions du libéralisme.

La constitution de l'État national, c'est la première des opérations par lesquelles nous éliminerons, dans toute la Cité, les institutions libérales et nous remettrons en exercice, à tous les postes de commandement de la nation, les valeurs héroïques qui avaient été exclues par le mercantilisme. Avec l'État libéral, la nation est une juxtaposition de citoyens dont la règle individuelle est la loi de l'argent, qui ne se différencient que par l'argent. Avec l'État national, la nation est une organisation de familles, qui font

corps avec les régions et les métiers. Au régime des assemblées irresponsables, est substitué le régime des chefs responsables. La nation est une hiérarchie de chefs, qui va du chef de famille au chef de l'État ; une élite organisée la pénètre, laissant à chaque classe de citoyens le soin de défendre ses intérêts propres, mais faisant vivre partout les valeurs nationales. Enfin la grandeur privée n'est plus fondée sur l'argent : elle repose sur les services rendus à la nation, sur l'apport fait à la grandeur nationale.

V

Cela pose le problème de la constitution d'une élite dévouée, avant toutes choses, au salut public. Oserait-on dire que cette élite ne peut être fournie que par une classe sociale, qui serait la bourgeoisie? Aucune classe sociale n'a le privilège de fournir une élite à la Cité. La bourgeoisie, par sa fonction, peut préparer des hommes probes ; mais elle n'ouvre pas l'esprit ni le cœur à cette générosité qui fait partie des obligations d'une véritable élite. La bourgeoisie

amasse les biens ; elle veille sur leur conservation. Le rôle de l'élite est de donner. Une aristocratie organisée, sans cesse renouvelée, devrait fournir son élite en France. Nul n'ignore qu'il n'y a pas, dans ce pays, d'aristocratie constituée. L'élite à constituer, qui sera, dans toute la nation, l'ouvrière de la révolution nationale se recrutera dans chacune des classes sociales qui lui donneront le meilleur d'elles-mêmes et qui recevront d'elle, ensuite, les trésors de la grandeur.

La grandeur. La définirons-nous devant les hommes qui vivent au pays de saint Louis, d'Henri IV, de Louis XIV, de Napoléon, et qui ont été les combattants de la Grande Guerre? La grandeur est l'ensemble des actes par lesquels un homme, une nation se dépassent eux-mêmes, dominent leurs faiblesses humaines, leur goût naturel du moindre effort ; c'est l'ensemble des actes par lesquels un homme, une nation, au lieu de s'abandonner à la jouissance dès l'effort accompli, conçoivent une action nouvelle qui laissera, par la pensée, par la charité, par l'art, par l'industrie, une œuvre dont l'avenir aura le bénéfice.

La grandeur, c'est, pour le Combattant, la victoire de l'honneur sur la fatigue et la peur ; pour le gentilhomme, le service de l'État sans autre compensation que la gloire et l'honneur de servir ; pour l'écrivain, le sacrifice de l'applaudissement public à la vérité ; pour le bourgeois, le renoncement au gain devant une obligation morale ; pour l'ouvrier, l'amour du travail dépassant le souci du salaire. Pour chacun, c'est la tâche à accomplir qui vaut plus que la jouissance égoïste que l'on peut en retirer ; c'est l'homme qui se donne à l'œuvre qu'il exécute. Pour tous, c'est la joyeuse acceptation des disciplines nationales. Pour la France, c'est une mission européenne, universelle, qui extériorise la vie nationale, qui lui interdit de se replier sur elle-même, et de se dévorer chaque jour sans laisser d'autres traces que les détritus des plaisirs. En toutes choses, c'est la substitution de la pensée, des mœurs, des actes, des efforts à un objet qui dépasse l'individu, la famille, et l'instant où l'on vit.

Mais il faut créer les conditions de la grandeur. Le XIX[e] siècle, le siècle du libéralisme, le siècle du mercantilisme, ne nous a légué que les condi-

tions de la petitesse. Le monde s'est abaissé et abêti, dans la poursuite de la richesse pour elle-même. Le monde moderne a donné de prodigieux efforts à la production. En vue de quoi? Il a construit des chemins de fer et des routes pour tourner en rond sur lui-même, se chercher et se fuir sans cesse. Il produit pour consommer sur l'heure. Il s'enfle et se dévore. C'est Catoblépas. Il a sacrifié des populations à son goût du luxe et du plaisir. Il a plongé dans la saleté et la misère des masses ouvrières arrachées à la terre nourricière. En vue de quoi? Pour quelle œuvre? Où est l'œuvre, où sont les œuvres qui symbolisent l'effort de tout un peuple, qui représentent le sacrifice accompli par toutes les classes, et qui donnent un sens à la vie quotidienne? Le XIXe siècle laisse des gares, quelques palais d'exposition, des casinos, et la Dette publique. Il a été le siècle de l'argent et des rentiers. Il veut se prolonger. Mais le XXe siècle le rejette, veut se délivrer de sa bassesse, serait-ce au prix d'une explosion. Croit-on qu'un peuple puisse supporter longtemps la pensée que son effort n'a d'autre expression que les plaisirs de Deauville, et de la Côte d'Azur? Mais des générations

entières ont accepté les disciplines nationales et sociales, ont donné leur âme à leur tâche quotidienne quand le fruit de leur effort, au lieu d'être consommé vainement par leurs chefs, leur était rendu sous la forme d'un hommage collectif à Dieu, lorsque la France s'est couverte d'églises qui étaient autant de maisons communes où, chaque dimanche, chacun venait retrouver le sens de la vie au milieu de ses frères.

VI

Il nous faut recréer les conditions de la grandeur. La première des conditions, c'est la rentrée, dans la vie publique, des valeurs héroïques retrouvées dans la guerre. La seconde, c'est la constitution d'une élite organisée, recrutée dans toutes les classes et se donnant pour mission d'assainir la société française, encombrée d'aigrefins, et de construire les nouvelles institutions. La troisième, c'est de constituer les corps de la nation, corps des métiers, corps des provinces, où chacun sera sous le commandement de l'honneur propre à son groupe social. La quatrième,

c'est d'arracher les classes ouvrières à l'ignorance, à la misère où les a plongées le mercantilisme du siècle dernier, et de leur rendre l'air, la lumière, la santé, la dignité dans des villes assainies. La cinquième, c'est de délivrer l'art et la pensée de la servitude de l'argent. La sixième, c'est de rendre sa liberté à la vie religieuse. La septième, enfin, c'est de donner à la France l'organe par lequel tous ses efforts seront coordonnés en vue de sa mission européenne, de sa tâche universelle.

L'œuvre est immense. Elle exigera l'effort d'un siècle ; elle en sera la gloire. Voici un quart de siècle qu'elle est commencée et que ses ouvriers se rassemblent. L'État l'a servie pendant cinq ans, desservie pendant cinq autres années. L'année 1924 a marqué un arrêt dans l'activité de ses chantiers. Mais ses légions en ont été grossies. Elles se reforment pour un nouveau départ. Délivrées de leurs faux chefs, elles retrouvent leurs vrais conducteurs, ceux qui les ont entraînées à la victoire. Elles connaissent leur mission, au terme de laquelle elles voient la France et l'Europe, délivrées du régime des assemblées responsable des hideuses

guerres de peuples qui ont ensanglanté le monde romain, refoulant de nouveau l'Asie nomade au delà de la Volga, au delà du Caucase et de l'Oural, pour la plus grande gloire de Dieu.

Montréjeau, 5-11 septembre 1924.

CHAPITRE PREMIER

ÉTIENNE MARCEL ET COLBERT OU LA QUERELLE DU BOURGEOIS

NOTRE objet, c'est la grandeur. On atteint la grandeur par l'action. Mais la pensée précède l'action. Avant l'ivresse de l'action, les froids calculs de l'intelligence, sur l'ordre de la volonté et de l'imagination. Nous cherchons les moyens de la grandeur. Il nous faut reconnaître le terrain sur lequel nous allons agir.

La marche vers la grandeur, qui est génératrice de toute la civilisation, pose le problème du chef et celui des élites. Cela fait deux problèmes distincts, mais qui ne peuvent être résolus l'un sans l'autre. Que le premier soit résolu, si le second ne l'est pas, rien n'est fait. Et réciproquement.

Rétrécissez l'expérience à une famille. Supposez un chef de famille qui conçoit la grandeur, qui veut entraîner sa famille : il échouera s'il ne trouve pas au moins un de ses fils pour comprendre sa pensée, l'exécuter, la transmettre; si tous ses fils sont de pauvres êtres, le père mort, les fils vous abandonnent le champ, et l'œuvre est arrêtée. Inversement, supposez une famille avec un chef débile, mais dont les fils conçoivent la grandeur : les fils se battent, et d'autant plus que chacun a un sens plus vif de la grandeur, et ils vous abandonnent le champ.

Les deux problèmes se posent dans la cité, dans la nation, dans notre temps, comme dans ces familles que nous imaginons. Résolvons le problème de l'État : si nous n'avons pas d'élites, c'est en vain que nous aurons redressé l'organe central de la paix. Et si vous ne résolvez que le problème de l'élite, sans résoudre celui de l'État, vous risquez d'augmenter la confusion où nous sommes.

Ce n'est pas le moment de commettre la plus petite erreur dans la recherche des solutions de ces deux problèmes : les chefs et les élites de toute la chrétienté sont niés par les gens de

ıu, despotes asiatiques, qui mènent dans l'Europe une furieuse propagande contre es pouvoirs qui leur résistent, et qu'ils ent indistinctement et astucieusement : eoisie.

epterons-nous le vocabulaire du bolche-, désignerons-nous sous le nom de bour- et de bourgeoisie, l'ensemble des pouvoirs aux par lesquels nous expulserons le bol-me de la chrétienté ? Ce serait une erreur le : premièrement, parce que l'acceptation ocabulaire nous conduirait à l'acceptation ées de l'adversaire ; deuxièmement, parce ɔus nous tromperions lourdement sur la des pouvoirs nécessaires à une renais-sance ırançaise et européenne. En effet, la bourgeoisie, le pouvoir bourgeois, l'État bourgeois, sont précisément les pouvoirs qui ont fait naître le socialisme dans toute l'Europe, qui lui ont fourni sa nourriture, et qui se révèlent radicalement impuissants à en purger la civilisation. Nous reconnaissons le fait d'abord ; nous l'expliquerons ensuite. Mais il suffit de l'avoir reconnu pour découvrir l'étendue de l'erreur qui consisterait à regarder la bourgeoisie, l'esprit bour-

geois, comme des moyens de création de l'État national.

Or l'erreur est faite communément en France. Elle est faite par ces milliers de bourgeois qui ne voient dans la civilisation que la propriété individuelle et la rente d'État.

Elle a failli conquérir droit de cité lorsque René Johannet publia son *Eloge du Bourgeois français*. La thèse de Johannet est que la Bourgeoisie, qui se laisse brimer dans toute l'Europe, reprendra quelques jours les affaires en mains et sauvera la civilisation, qui est son œuvre. Là-dessus, je remercie René Johannet, avec qui je suis en amitié, d'avoir donné une haute et forte expression aux idées que je regarde comme une des pires erreurs. Je rassemble des réflexions qui datent de vingt ans, et je construis une thèse que j'oppose très amicalement, mais très énergiquement, à celle de René Johannet. Cela fait la querelle du bourgeois, qui est la querelle de notre temps par laquelle l'Europe fera explosion ou se rajeunira.

Ma thèse est que le bourgeois est éminemment utile, mais qu'il est urgent de retirer à la bourgeoisie le pouvoir politique qu'elle détient

ou que les politiciens détiennent en son nom. Je prétends que c'est l'État bourgeois qui a mis en péril la civilisation, et qu'il faut le renverser. Je prétends que le bourgeois, comme bourgeois, est inapte au commandement de l'État, que les vertus bourgeoises, si elles peuvent être utilisées par l'État, ne peuvent, et ne doivent pas être celles qui commandent dans l'État.

Le bourgeois est grand dans la nation lorsqu'il reconnaît que sa fonction est une fonction subordonnée. Alors les services qu'il rend sont immenses.

Le bourgeois est le pire des anarchistes et des destructeurs lorsqu'il prétend que sa fonction est la première dans l'État et lorsque, sur cette prétention, il veut asseoir son règne politique.

Et c'est ce qu'il faut démontrer.

I. — La fonction bourgeoise

L'erreur sur le bourgeois vient d'une confusion entre le bourgeois chef dans l'État et le bourgeois serviteur de l'État. La confusion vient d'une analyse incomplète de la fonction bourgeoise. Tentons cette analyse.

On affirme que le bourgeois est le grand artisan de la civilisation ; c'est lui qui fait l'effort de l'épargne, qui conserve, administre, accroît la richesse des nations ; c'est lui qui, par ses institutions domestiques et sociales, convoie cette richesse à travers les siècles. Il est le grand ouvrier de la prospérité française. Vingt fois, il a sauvé le pays par le concours qu'il a donné à l'État. Il a donné à l'État ses plus grands administrateurs ; à la nation, son élite qu'il renouvelle sans cesse. L'État, la nation, ne peuvent sans périr se passer de son concours. Tout ceci est parfaitement exact. Mais cela fait-il que le bourgeois soit le créateur de l'État ? En aucune manière. Dans l'exercice de sa fonction, le bourgeois est le collaborateur de l'État, il n'en est pas le chef.

La fonction de l'État et celle du bourgeois sont absolument distinctes.

La fonction de l'État est de donner à un peuple la paix grâce à laquelle tous les citoyens d'un pays peuvent travailler.

La fonction de la bourgeoisie est, essentiellement, la direction des entreprises de l'industrie et du négoce, la capitalisation, avec l'emploi

de tous les moyens qui servent à produire avec économie, à économiser avec fruit, à capitaliser, et la gérance sage, honnête, prudente des biens acquis.

Je proclame que cette fonction est de la plus haute importance. C'est une véritable fonction sociale, accomplie par des moyens économiques, grâce à laquelle une nation peut durer. Sans ces vertus de haute épargne, un peuple n'est qu'une horde, non une nation. Un peuple qui consommerait ce qu'il produit chaque jour ne connaîtrait aucune sécurité. Tout serait à refaire pour lui à chaque génération. Il serait exposé d'une manière permanente à la famine et la guerre.

Or cette fonction d'épargne, c'est celle du bourgeois. Le bourgeois du commerce et de l'industrie est un homme qui, lorsqu'il produit dix, épargne deux ou trois, et gère ensuite cette épargne, avec la volonté de s'opposer à sa dispersion. Il consent à envoyer les siens au Palais, à l'Université, au Parlement, hors de sa fonction propre : mais il les considère alors comme ses délégués, qui ont mission de prolonger sa fonction hors des murs où elle est accomplie, de

défendre l'épargne, d'en enseigner le respect, d'en louer l'utilité en tous lieux.

Voilà essentiellement la fonction bourgeoise. Lorsque le bourgeois s'y tient, il est le meilleur des citoyens. Que l'on prononce son éloge, je n'y reprendrai rien. Je tiens même à louer les vertus bourgeoises, à m'opposer à leur dénigrement à la manière des romantiques. Les vertus bourgeoises sont nécessaires, indispensables à la vie nationale. La première d'entre elles est grande, parce qu'elle commande une victoire morale sur l'appétit de jouissance ; elle est précisément la porte d'entrée de la bourgeoisie, le seuil de la fortune bourgeoise : l'épargne, c'est une privation. L'homme qui, pour épargner, se refuse un plaisir entre dans la grandeur. Lorsque le bourgeois est dans sa fonction, il atteint la grandeur.

Et non seulement le bourgeois est l'homme grâce à qui la nation accumule ses richesses ; mais il est celui qui introduit une conception de l'honneur dans les échanges. L'honneur bourgeois, c'est de faire face à ses échéances. Cet honneur est établi sur la gloire qui s'attache à la fonction de l'épargne. Voilà qui sert fortement la

justice dans la production. C'est grâce à cette conception de l'honneur que tout producteur a la plus grande certitude possible de recevoir, au jour dit, le prix de son travail.

Dans cette fonction, le bourgeois est utile ; il peut être grand. Le malheur est que les vertus qu'il y acquiert deviennent les éléments de désordre, lorsque, par une pente que l'on trouve au seuil de toute maison, noble, bourgeoise ou ouvrière, le bourgeois veut en faire la base d'un pouvoir qui le sort de sa fonction.

II. — Explication historique de l'erreur bourgeoise

Le bourgeois, comme tout homme, est fier de sa fonction et tend à en sortir. Il observe qu'il est le grand administrateur des biens : il lui arrive de penser qu'il en serait meilleur gardien que le Prince et ses soldats, qui ont le pas sur lui dans la rue. C'est à ce moment qu'il devient anarchiste, parce qu'il sort de sa fonction, parce qu'il est inapte, comme bourgeois, à remplir la fonction du combattant, dont les vertus sont celles qui sont nécessaires à l'État.

On ne manquera pas de nous opposer ici que nous enfermons les bourgeois dans des frontières étroites, et que nous les limitons au rôle peu glorieux de fabricants du « tissu graisseux » qui protège le corps social. On rappellera que, originairement, les bourgeois ont été des gens d'armes qui pratiquaient à la fois le maniement de l'or et celui des armes. Rien n'est plus exact, et il n'est pas inutile de s'arrêter quelques instants sur les origines de la bourgeoisie pour mieux comprendre les erreurs contemporaines de la bourgeoisie.

Au moment où, après les invasions barbares, la civilisation reprend forme, les bourgeois sont les fondateurs des cités qui deviennent, au centre des terres défendues et surveillées par les châteaux-forts et par le roi, les indispensables lieux d'échange. Sous la double protection du seigneur et du roi, organisant eux-mêmes un bourg fortifié, les bourgeois, gens habiles au négoce et bons comptables, recréent ces lieux où, à l'abri de bons murs, les producteurs peuvent échanger leurs produits, et les artisans fabriquer de nouveau les objets que les paysans

et les seigneurs viendront acquérir en échange des fruits de la terre.

Les bourgeois sont les grands organisateurs, les grands comptables, les banquiers, les juristes de ces centres économiques reconstitués. Ils en sont également les défenseurs, mais seulement derrière leurs murs. Les richesses amassées dans ces magasins fortifiés attirent seigneurs et pillards. On peut traiter avec le seigneur. Contre le pillard, on se défend. Le bourgeois prend les armes et défend les murs de sa ville. Mais sa fonction militaire est accessoire ; son rôle de combattant est passif : il se borne à la défense de la cité limitée par ses murs.

Que les brigands tiennent la campagne, le bourgeois armé laisse au seigneur le soin de les chasser : il n'est point le protecteur de la paix générale ; il n'est que le défenseur de la paix bourgeoise, le conservateur de sa république bourgeoise, où sont ses biens, et qu'il administre lui-même. La sécurité des routes, c'est l'œuvre du seigneur, du duc et du roi. Le bourgeois se borne à protéger le transport de ses marchandises. Il n'est point combattant pour fonder la grande paix française ; il ne consent

à s'armer que pour protéger son bien, sa propriété, et les murs du bourg, de la cité qui les abritent.

Dans les milliers de républiques bourgeoises qui se formèrent ou se reformèrent en France après la chute des Carolingiens, au moment du grand chaos politique et social du x[e] siècle, les bourgeois fondent les mœurs et les traditions de la bourgeoisie contemporaine, et c'est là qu'il faut chercher la source de leurs erreurs du temps présent. Ces républiques, ces municipes, ces bourgs, ces communes, ce sont des cités incomplètes, qui ne comprennent que le marchand, l'artisan, le juriste, et le gendarme (non le combattant) ; la source de leur richesse, c'est l'échange et l'industrie ; la distribution et la conservation de la richesse, c'est l'épargne et la transmission des biens, codifiées dans le droit.

Dans cette cité limitée, deux idées se développent : l'idée économique et l'idée juridique. Observez la vie contemporaine : vous retrouverez les mêmes idées chez le bourgeois d'aujourd'hui ; il les tient de ses traditions. Tandis que, pour le prince et le baron, combattants actifs, le gain, l'accroissement, la plus grande

richesse, c'est l'extension du domaine à la suite d'une campagne heureuse, pour le bourgeois, le gain se trouve dans l'augmentation du trafic à l'intérieur des murs de la cité, dans les facilités d'échange avec quelque marché lointain. Pour l'homme qui combat hors des murs, le droit est d'abord à la pointe de l'épée, et le juriste l'écrit ensuite ; pour le bourgeois, combattant occasionnel, le droit est dans la plume du juriste, et le milicien le défend ensuite.

Le bourgeois limite volontiers sa conception nationale à sa cité, aux affaires de sa cité. Johannet remarque que la cité bourgeoise a été relativement épargnée au Ve siècle ; le flot barbare la respecte. Johannet en tire gloire pour le bourgeois. Mais que signifie ce fait ? Que les bourgeois, s'ils conservent leur cité, s'accommodent volontiers du nouveau maître de la terre et des routes. Leur bien, c'est leurs affaires et leurs franchises, et non de battre la campagne pour chasser l'envahisseur. Ainsi, de nos jours, sont-ils tout prêts à traiter avec les Soviets. Lorsqu'ils font alliance avec le Roi, c'est beaucoup plus au nom de leurs affaires que pour dessiner de nouveau le visage de la France. La paix du Roi

les libère des bandes qui coupent les routes, et également des péages seigneuriaux. L'objet royal est de faire la France ; l'objet des bourgeois est l'accroissement et la sécurité du trafic. Il y a concordance d'intérêts. Mais les associés n'accomplissent pas la même fonction. Le Roi combat pour donner à tous, nobles et paysans, bourgeois et artisans, la grande paix française ; les bourgeois appuient le mouvement pour faire des affaires. Le Roi fait la France ; les bourgeois font la fortune française. Mais la paix est l'œuvre du Roi.

Voilà ce que les bourgeois oublient volontiers, et rapidement. Dès que la paix royale donne une sécurité générale, les républiques bourgeoises, qui échangent leurs biens d'un bout à l'autre du pays, tendent à considérer que la paix générale est leur œuvre et tendent à faire, du pays lui-même, une grande république bourgeoise dominée par l'esprit mercantile et juridique. C'est la tradition bourgeoise. Vous la retrouvez à toutes les époques de l'histoire de France, depuis neuf siècles. Elle est à l'origine de toutes les grandes querelles intérieures, et elle a causé de fameux troubles dans toute la France.

Depuis neuf siècles, les bourgeois, dans leur ensemble, ont été portés à donner à la nation tout entière la constitution des républiques bourgeoises, perdant de vue que ces républiques étaient nées et s'étaient conservées sous la protection des pouvoirs féodaux locaux et sous la protection du Roi de France. Ils ont été portés à donner à l'État leur esprit mercantile et juridique, alors que l'État a pour fondement l'esprit héroïque. Chaque fois qu'ils ont triomphé ou qu'ils ont été sur le point de triompher, il y a eu affaiblissement intérieur ou extérieur du pays. Alors, les bourgeois, devant le péril de la guerre étrangère ou de la guerre civile, sont redevenus les serviteurs de l'État. Le péril passé, ils retournent à leur erreur.

Vous avez vu la cause historique de ce malentendu qui se renouvelle presque à chaque génération, et qui a de graves conséquences lorsque l'État est faible ; elle vient du fait que la fonction de combattant a toujours été, pour le bourgeois, occasionnelle, accessoire, tandis qu'elle est essentielle, fondamentale pour l'État et l'élite qui est son soutien.

III. — L'erreur bourgeoise dans les temps modernes

Analysez la situation actuelle : vous verrez jouer cette tradition bourgeoise comme aux origines. Le bourgeois, libéré depuis longtemps de ses obligations accessoires de milicien direct, regarde l'armée nationale comme il regardait la milice bourgeoise. Elle est pour lui plus au service des affaires qu'au service de la nation. La politique, il la conçoit en fonction du mouvement des affaires. Si les affaires sont bonnes, il juge que la politique est bonne. Si, dans le même temps, la haute vie nationale est corrompue, il en conçoit peut-être quelque inquiétude, mais il ne réagit pas. Il n'est pas plus apte à chasser les bandes qui menacent l'État qu'il n'était apte à poursuivre les bandes qui coupaient les routes autrefois. Il ne s'émeut que lorsque son bien est menacé directement, comme il n'entrait en bataille, jadis, que lorsque les brigands attaquaient ses propres murs.

Aujourd'hui plus que jamais, il est enfermé dans sa fonction. Et plus il la remplit avec exac-

titude, plus il court de risquer de se tromper gravement sur la vie nationale, dans laquelle il rencontre deux êtres qui n'ont pas, qui ne peuvent pas avoir les mêmes conceptions que lui : le Prince (ou l'État) et le Peuple. A l'État et au peuple, le bourgeois a tendance à ne jamais donner leur dû. Et ceci à cause de ses traditions, et à cause de ces vertus d'épargne que j'ai louées.

Le bourgeois, ce grand administrateur de la fortune nationale, regarde toujours avec inquiétude le Peuple, qui épargne peu ou pas du tout, et l'État, qui dépense. Il juge qu'il sera meilleur économe qu'eux de la richesse publique, ce qui l'amène à rogner autant qu'il le peut sur deux choses, le salaire et l'impôt. C'est ce qui fait que le bourgeois est toujours en discussion avec le fisc et avec les ouvriers, comme autrefois, avec le comte ou le Roi et avec les artisans.

Lorsque l'État est fort et bien organisé, cela est sans grande conséquence, parce que le Prince et le Peuple, qui ont des goûts communs, s'entendent assez bien pour donner au bourgeois le sentiment de ses obligations, et cette retenue du bourgeois n'est qu'un frein qui limite utile-

ment le Peuple et le Prince, assez portés à des désirs excessifs.

Mais cela devient très grave lorsque l'État est faible, ou après une longue période de paix intérieure ou extérieure. Dans ces deux cas, le bourgeois est tenté de vouloir étendre sa loi propre à toute la nation, selon son raisonnement séculaire :

Constatant que ses entreprises prospèrent à cause de ses vertus bourgeoises, il pense que l'État serait mieux administré s'il était tenu par des hommes de son espèce, habitués à l'épargne et à la bonne gestion. Constatant, d'autre part, qu'il se fait obéir des hommes qui travaillent dans ses établissements, il pense que tout irait mieux si des hommes comme lui exerçaient le commandement national. Et la grande erreur bourgeoise entre alors en action.

Or, on ne tient pas l'État comme une cité bourgeoise ; on ne gère pas l'État comme une maison de commerce ou une usine. Seuls, des compartiments de l'État peuvent être exploités selon les méthodes qui valent dans l'industrie et le commerce ; et ce ne sont que les compartiments accessoires. La fonction de l'État n'est

pas d'épargner, mais de permettre la constitution de l'épargne, de la protéger, afin d'en utiliser le fruit pour fournir à la nation tout entière le moyen d'atteindre ses destinées par toutes les œuvres de l'homme. La fonction bourgeoise n'est qu'un des moyens d'action de l'État.

En outre, on ne gouverne pas les citoyens d'une nation comme on dirige les ouvriers d'une usine ou les employés d'une maison de commerce. Le bourgeois, dans ses établissements, ne commande qu'à une partie de l'homme. Il est le chef des qualités de métier : il n'est pas le chef des idées, des passions, des mœurs, c'est-à-dire de tout ce qui est l'essentiel de la vie nationale.

Le gouvernement de l'État, c'est presque le commandement de l'être humain total. Lorsque le bourgeois veut tenir l'État, il se heurte immédiatement à ce monde d'idées, de passions, de mœurs, qu'il ne connaît pas et qui le déborde aussitôt.

Or, depuis qu'il y a des bourgeois, et qui épargnent, la difficulté a toujours été la même. Les bourgeois ont toujours été portés à réaliser cette chimère, l'État bourgeois. Depuis des siècles, et surtout depuis un siècle et demi, ils

ont soutenu tous les mouvements qui paraissaient faire de leur chimère une réalité. Ils ont en partie réussi parce qu'ils ont mis quelques-uns des leurs à la tête de l'État et parce qu'ils ont donné à l'État leurs vues mercantiles et juridiques ; ils ont échoué parce que les démagogues qui exercent le pouvoir en leur nom se tournent contre eux, — parce que, dès que l'État prend figure d'État bourgeois, tout ce qui n'est pas bourgeois entre en réaction, — parce que les bourgeois, occupant l'État, sentant contre eux cette révolte qu'ils ne comprennent pas, ignorant les moyens de l'apaiser, fléchissent devant elle et lui livrent les intérêts permanents de l'État, en échange de la sauvegarde d'intérêts bourgeois immédiats. D'un mot, qui grossit la réalité, je dirai qu'un bourgeois, maître ou allié de l'État, cédera la Ruhr en échange d'un droit de douane favorisant le groupe d'usines qu'il contrôle. Mais ai-je grossi la réalité ? N'y a-t-il pas eu, dans ce pays, pendant la guerre, un grand bourgeois, chargé de grands intérêts bourgeois, qui, prévoyant la victoire, demandait que l'on laissât l'Alsace et la Lorraine en dehors des frontières douanières de la France, afin de

ne pas troubler l'industrie qu'il représentait !

La décadence de l'État français, au cours du XIXe siècle et au commencement de ce XXe, ce n'est rien d'autre que l'histoire des fléchissements de l'État tenu par des bourgeois impatients devant l'autorité du Prince, prenant peur devant les mouvements populaires, et cédant à des démagogues, qui sont eux-mêmes des bourgeois, des portions du patrimoine national, tant que l'ordre et la propriété ne sont pas menacés directement. Ces bourgeois ont laissé diminuer la France sans vigoureuse réaction. Ils n'ont été énergiques que lorsqu'ils ont vu leurs intérêts bourgeois menacés. Alors, ils ont été féroces, aux Journées de Juin ou pendant la Commune.

J'entends bien qu'il y a une foule innombrable de bourgeois qui ont servi la nation ; qu'il y a aujourd'hui un nombre imposant de bourgeois qui ont le sens de l'intérêt national. Il est vrai que de nombreux fils de la bourgeoisie seraient capables d'autres sentiments que ceux que je viens de vous décrire. Mais on les trouvera surtout parmi ceux qui ont fait la guerre, et qui, sur les champs de bataille, ont acquis

d'autres vertus que les vertus bourgeoises, et qui sont celles du combattant, du chevalier. Pour cette foule de bourgeois qui ont été l'armature de la France avant la Révolution, *ils servaient*. Et c'est toute la question. Quand le bourgeois veut être le premier dans l'État, c'est un destructeur, ou un chef qui s'abandonne, c'est Étienne Marcel, c'est Guizot, c'est M. Thiers, c'est M. Raymond Poincaré. Quand le bourgeois consent à servir, c'est un grand serviteur du Prince et du Peuple, c'est Colbert.

CHAPITRE II

DEUX ET TROIS FONT SIX OU ZÉRO

Dans la vie bourgeoise, deux et trois font cinq. Et c'est indiscutable, selon l'esprit mercantile et juridique.

Dans la vie nationale, deux et trois font six, parce que l'esprit héroïque change le caractère des opérations : de l'addition, il fait une multiplication.

Le bourgeois pénètre malaisément dans cette arithmétique transformée par les impondérables. Il ne connaît que ce qui se voit, se mesure, se pèse, s'achète et se vend. Lorsqu'il découvre autre chose, il sort de la vie bourgeoise ; il entre dans la chevalerie. Ne lui demandez pas d'être un autre homme. Sa fonction exige qu'il soit ce qu'il est. Il est le grand comptable des choses matérielles : dans une bonne comptabilité, deux

et trois feront toujours cinq. Un comptable ne doit pas avoir d'imagination. Mais il y a autre chose, dans la vie nationale, que la comptabilité des choses matérielles. Il y a la comptabilité des impondérables. C'est ce que le bourgeois voit mal, ou pas du tout. Encore une fois, ne lui reprochons pas sa cécité utile à sa fonction ; mais sachons qu'elle existe, et ne tolérons pas qu'elle devienne une infirmité de l'État.

Lorsque, jadis, les bourgeois, voyaient s'approcher de leurs murs une troupe menaçante, ils faisaient le dénombrement des miliciens, des piques et des hallebardes, et si la supériorité du nombre appartenait à la troupe qui s'approchait, ils concluaient à l'inutilité de la lutte, et préféraient entrer en négociations et en affaires avec le chef de la bande. Ils calculaient qu'un mauvais marché valait mieux qu'une bonne bataille, attendu que, dans la bataille, ils auraient perdu, même étant victorieux, des hommes et des biens meubles et immeubles. C'est la politique de l'addition.

Les combattants raisonnent d'une tout autre manière. Si, menacés, ils se voient inférieurs en nombre, ils calculent que le combat sera fort

bien engagé s'ils ont avec eux l'esprit de la victoire. Ils savent qu'ils perdront des hommes et des biens ; mais même si le résultat de la bataille doit être pour eux une diminution matérielle, ils s'élancent au combat, calculant que la victoire sera pour eux une augmentation morale d'un prix inestimable, dont ils tireront un bénéfice matériel tôt ou tard. C'est la politique de la multiplication.

L'esprit mercantile dénombre le visible ; l'esprit héroïque dénombre l'invisible. L'esprit mercantile est attaché à la possession des choses ; l'esprit héroïque est attaché à la possession de lui-même et de tous les trésors de son cœur et de son esprit. C'est l'esprit héroïque qui a raison, car les valeurs invisibles sont le seul et véritable capital d'un homme et d'une nation.

De nos jours, le bourgeois raisonne et calcule dans la nation exactement comme il raisonnait et calculait sur les murs de sa cité, de son bourg, de sa bastide. Il considère la France qui a trente-huit millions d'habitants devant une Allemagne qui commande à soixante millions d'hommes qui lui appartiennent. Devant cette vue, la victoire acquise par le sang des Combattants lui apparaît

un bien plein de périls. Le bourgeois bourgeoisant calcule qu'il est dangereux de tenir le langage de la victoire devant une nation qui est vaincue mais qui a beaucoup d'hommes à sa disposition. Il craint de l'irriter et de lui donner le goût de rentrer en campagne. Il préfère lui parler la langue des affaires et du droit. Il pense que, si par artifice, il enchevêtre les intérêts économiques allemands et les intérêts économiques français, il créera une solidarité d'affaires qui interdira à la nation la plus nombreuse de poser de nouveau la question sur les champs de bataille. A vrai dire, il n'a pas là-dessus une certitude absolue. Il sait obscurément que sa politique n'est ni glorieuse, ni avantageuse ; mais il pense que les derniers comptes seront faits par d'autres que par lui, si, par son astuce, il gagne la paix relative d'une génération.

Le bourgeois bourgeoisant jette un regard sur la révolution communiste. Il calcule qu'elle a recueilli, aux différentes élections, un nombre de voix qui lui donne de l'inquiétude. Ce n'est pas la majorité. Mais c'est une minorité qui lui paraît menaçante, avec laquelle il ne se soucie pas d'engager le combat. Et il compte qu'elle est

appuyée par un État qui, s'il fait marcher très mal les usines, possède une armée qui n'a aucune disposition pacifique. Avec la révolution communiste, comme avec l'Allemagne, le bourgeois bourgeoisant, conservateur, libéral ou radical, cherche à ruser. S'opposer nettement aux révolutionnaires lui paraît un jeu plein de risques; il préfère essayer de faire des affaires avec eux ; il leur donne des chèques quand l'occasion se présente ; il est plein d'amabilités pour la République des Soviets avec qui il tente d'entrer en affaires afin d'obtenir d'elle qu'elle contienne ses troupes en France. C'est ainsi qu'il espère n'avoir pas à résoudre les armes à la main le problème posé par le communisme. A vrai dire, il n'est pas dans une sécurité complète : il craint obscurément que ces concessions aux appétits communistes l'amènent à céder la chose à laquelle il tient par toutes les fibres de son être : son bien, sa propriété. Mais il se rassure en pensant que, au pays des Soviets, on arrive à faire des affaires, et que, si l'aventure tourne très mal, ce sera une autre génération que la sienne qui paiera les frais.

En toutes choses, le bourgeois bourgeoisant

pense aux affaires, et aux affaires immédiates, aux affaires qui sont liées à l'échéance sur laquelle il a les yeux fixés. Il a les vertus de sa fonction. Je répète que, lorsqu'il les met en exercice dans le domaine limité qui est le sien, il peut atteindre la grandeur. L'erreur, c'est d'en faire le moteur de l'État.

QUE LA CONCEPTION MERCANTILE DE LA VIE NATIONALE EST INHUMAINE

Une des plus grandes causes de trouble de la vie européenne, c'est l'introduction, dans les hautes régions de l'État, de cette conception mercantile ou économique de la vie nationale et sociale qui nous vient des conceptions formées dans les républiques bourgeoises. Cette conception est la grande génératrice des guerres et des révolutions. Elle procède d'une vue pacifique, et pacifiste. Et c'est elle qui entretient et multiplie les germes des guerres nationales et civiles. C'est la grande raison de l'impuissance de la bourgeoisie à assurer la paix en Europe depuis la grande guerre.

Une nation n'est pas, comme le croient les

hommes qui représentent l'esprit mercantile, une assemblée d'hommes qui fabriquent n'importe quoi, au meilleur prix possible, pour l'échanger avec n'importe qui, avec le plus grand bénéfice possible. Une nation, c'est une assemblée de familles qui possèdent collectivement une portion de la planète, et dont l'objet est de vivre d'abord des produits du sol qu'elles occupent, d'organiser l'exploitation de ce sol de telle manière qu'elle assure l'essentiel de l'existence nationale, et d'organiser avec les autres nations l'échange dans de telles conditions que, en cas de troubles, d'arrêt, dans les échanges internationaux, aucun organe essentiel de la vie nationale ne soit atteint.

L'État, ce n'est pas, comme le croient les mêmes hommes, l'organe dont la mission principale serait de faire des traités de commerce avec les autres nations ; l'État, c'est l'organe par lequel la possession du territoire national est assurée à l'assemblée de familles qui forment la nation. L'État, ce n'est pas le marchand qui dirige le trafic d'un peuple ; c'est le Combattant qui conserve à un peuple la place qu'il s'est faite au soleil. C'est cette idée qui est le fondement le

sans que les peuples aient à faire jouer leurs sentiments l'un contre l'autre.

Suffit-il de fixer les frontières? Pour les raisons qui viennent d'être dites, il faut les défendre ; il faut que le Combattant veille aux portes du pays avec le double esprit défensif et offensif. Assurez à un peuple, dans une région privilégiée par la nature, la possession de son sol, il y aura toujours à côté de lui un peuple vivant dans quelque plaine ou quelque montagne aride qui, se voyant fermer l'entrée du pays par la ruse, essaiera d'y pénétrer par la force. Il faut le contenir ; il faut lui retirer le goût d'essayer sa force sur celui qui, occupant un sol fertile, sous un ciel heureux, aime la paix et ses bienfaits. C'est pourquoi le gouvernement des États doit s'inspirer de la conception de la vie héroïque qui est celle du Combattant, et non de la conception mercantile, qui est celle du bourgeois.

Cela tient aux conditions qui ont été faites à l'homme sur la terre où il vit. J'ignore ce que pourrait être la vie de l'humanité sur une planète qui serait également fertile, également fleurie, d'un bout du monde à l'autre bout. Mais je sais

bien que tant que la diversité des territoires humains demeurera, l'appétit des régions méditerranéennes mettra en mouvement l'imagination belliqueuse ou rusée des peuples du Nord. La conception mercantile de l'État rouvre le midi de l'Europe aux invasions. Les bourgeois, qui croient au progrès, pensent que les invasions appartiennent à une époque de l'histoire qui ne se reproduira plus. C'est là leur erreur. La cause des invasions réside dans le fait que, aujourd'hui comme au IVe siècle, la vie est plus douce dans les pays méditerranéens que dans les steppes, et dans cet autre fait que l'homme du midi, moins assujetti que l'homme du nord aux travaux de la nourriture et du chauffage, a donné plus d'efforts à la culture de son esprit et qu'il a accumulé sur le sol méditerranéen d'immenses trésors qui sont l'œuvre de son intelligence.

Que le Combattant du Midi s'abandonne ou soit privé de son épée par le bourgeois, et le guerrier ou le pillard du Nord retrouvera aussitôt la route de l'invasion. C'est alors que toute l'épargne bourgeoise serait mise au pillage. Voilà ce que les bourgeois oublient lorsqu'ils veulent organiser la France et l'Europe selon leurs con-

ceptions mercantiles et juridiques. C'est la raison de leur impuissance à organiser la paix. On ne fonde pas la paix sur les nécessités de l'échange. On fonde la paix sur la force du Combattant, et l'on organise le commerce dans les limites que trace sur le sol l'épée du combattant.

Les hommes d'État bourgeois s'épuisent dans les discussions par lesquelles ils tentent de fonder la paix sur le droit et la solidarité économique des peuples. Il n'y a d'échanges entre les peuples européens que lorsque les Combattants veillent aux frontières, et se contiennent dans leurs limites respectives. Supprimez cette garde de la paix, il n'y a plus ni solidarité économique ni droit qui tienne : il y a des peuples qui veulent passer sur le corps des autres pour atteindre les rivages bénis de la Méditerranée. On discuterait moins sur les responsabilités de la guerre si l'on se rappelait cette grande loi de la vie européenne. Ce n'est pas dans les archives et les notes diplomatiques que se trouve la preuve que l'Allemagne a voulu la guerre : cette preuve, elle est inscrite sur le sol où croissent les sombres forêts d'où les peuples germains s'élancent périodiquement vers les pays du soleil.

Il n'y a pas d'accord économique qui puisse faire que le ciel de Poméranie soit le ciel d'Arles, ou que le pays de l'Elbe soit le pays de Loire. C'est pourquoi la paix est l'œuvre du Combattant.

Les économistes, qui ont été longtemps les doctrinaires de la comptabilité bourgeoise, ont complètement méconnu ces vérités. Le Combattant, à leurs yeux, n'était pas le fondateur de la paix, le défenseur de la place qu'un peuple s'est faite au soleil ; il n'était guère que le défenseur de la propriété bourgeoise, l'homme sur qui le milicien bourgeois s'était déchargé de la corvée de garde. Ils ont accepté la répartition des territoires planétaires comme un fait sur les causes duquel ils n'ont guère médité, mais qu'ils ont expliqué selon l'esprit mercantile. Ils ne regardent pas les États comme les Combattants chargés d'assurer à un peuple la possession de son sol, mais comme de grands contremaîtres, délégués par les puissances financières à la surveillance des différents ateliers humains, la planète étant tenue, selon le mot de l'un d'eux, pour un immense atelier. Ils respectent les frontières,

mais comme les limites d'ateliers autonomes.

Ils ont été les théoriciens de l'esprit né dans les républiques bourgeoises. Ils regardent les nations comme ils auraient regardé les républiques bourgeoises, qui se spécialisaient dans tel commerce ou dans telle industrie. S'ils en avaient le pouvoir, ils spécialiseraient des nations tout entières. C'est la pure conception mercantile selon laquelle il faut fabriquer un produit dans le lieu où sa fabrication coûte le moins cher. En vertu de quoi telle nation serait spécialisée dans la fabrication des vêtements, telle autre dans celle des machines, et ainsi de suite.

La répartition des ressources naturelles rend heureusement impossible l'application de cette folle conception, qui ne s'exprime que comme tendance. Mais c'est encore cette vue dite économique qui rend la paix difficile. Laissez-la s'exprimer : elle fait glisser un peuple vers la guerre. Supposez que, suivant cette conception, un peuple, habile dans les arts mécaniques, développe son industrie sans mesure, délaisse la culture du sol, laissant aux clients de ses industries le soin de le nourrir. Survient quelque catastrophe naturelle, une guerre qui arrête les

échanges. Ce peuple industrieux mourra de faim devant ses machines ; il connaîtra les horreurs de la guerre civile. S'il veut se sauver, il n'aura de salut que dans une guerre étrangère par laquelle il obligera un peuple agricole à lui donner ses produits en échange de son travail industriel.

Est-ce là une imagination sans fondement? Mais l'Europe ne cesse d'être troublée, depuis le 11 novembre 1918, par des guerres et des révolutions qui sont en liaison étroite avec les nécessités de l'Angleterre qui veut reconstituer les marchés de son industrie, ou qui veut limiter le développement industriel de nations européennes qui lui fournissaient le pain et le beurre.

Cette indépendance économique des nations modernes sur laquelle les Messieurs de Genève veulent fonder la paix, c'est précisément ce qui, en l'absence d'une paix fondée sur la victoire, met la paix en péril. Ici encore, c'est l'erreur bourgeoise qui reparaît. C'est par elle que s'opère le renversement des valeurs contraire à la nature des choses, qui disloque l'Europe. Une centaine de bourgeois et de financiers, délégués à Genève par les démocraties bourgeoises, veulent

fonder la paix sur l'Échange et réduire l'esprit héroïque à la discipline d'une gendarmerie internationale au service des marchands et des financiers. L'esprit héroïque se dérobe : il n'est pas serviteur, il est chef. On parlemente en vain. Mais faites, dans toute l'Europe, la paix du Combattant. Alors, sous la protection des épées, les peuples reprendront les échanges en sécurité. Mais les valeurs seront à leur place. Le Combattant sera au premier rang ; le bourgeois au second. Toute la difficulté vient du fait que, par tricherie, l'esprit mercantile et juridique est au premier rang, qu'il ne peut tenir.

L'esprit mercantile croit que l'Europe peut vivre en paix si les peuples échangent leurs biens, l'un donnant son pétrole, l'autre son blé, un autre des machines. Il additionne les ressources et calcule que, chacun donnant tout son effort, l'Europe vivra dans l'abondance. Il se regarde comme le grand organisateur de cette abondance, dont il croit qu'elle est la condition de la sécurité générale. Si, par mon industrie, pense-t-il, je fais produire cent à une Europe dont les besoins sont de quatre-vingt-dix ; si, par mon génie juridique, je répartis heureusement ces valeurs,

il n'y aura aucune raison de conflit. La sécurité est donc un problème de production. C'est pourquoi il veut être au premier rang.

Il oublie, s'il l'a jamais su, que l'abondance est un des résultats de la sécurité. C'est la sécurité qui est la condition de l'abondance. La multiplication des biens, que le bourgeois croit être le résultat de son seul travail, c'est l'œuvre de l'esprit héroïque, créateur de la sécurité. Avilissez l'esprit héroïque, la multiplication cesse : l'Europe, au lieu de produire cent, produit soixante. L'irrésistible poussée des peuples se produit du Nord au Sud. Le héros n'est plus là pour l'arrêter et la refouler. Et lorsque le bourgeois, dans son bureau d'affaires, veut reconstruire la paix à l'aide des statistiques qui prouvent que l'on peut vivre dans la steppe et au désert, le Barbare enfonce sa porte. Le bourgeois brandit contrats et statistiques :

— Deux et trois font.....

— Zéro, lui répond le Barbare en lui cassant la tête.

CHAPITRE TROISIÈME

IMPUISSANCE DE LA BOURGEOISIE DANS LE GOUVERNEMENT DES PEUPLES ET DES ÉTATS

I. — Grandeur et décadence de la bourgeoisie

Il est incontestable que la bourgeoisie a été grande et qu'elle a rendu d'immenses services à la civilisation. Il est incontestable qu'elle peut retrouver la grandeur et rendre de nouveau de très grands services. A une condition : qu'elle reprenne sa place, qui est la seconde ; qu'elle consente à servir au lieu de commander. Sa décadence date du jour où elle a voulu prendre la première place dans l'État. C'est alors que ses propres vertus l'ont perdue.

Au temps où elle servait, elle était une classe

sociale (et non une classe économique, comme le croient les socialistes) où se recrutaient les chefs du travail, les administrateurs, les magistrats. Elle fournissait à l'État ses plus grands serviteurs, loyaux et probes. L'honneur bourgeois, formé dans la pratique des échéances et des bilans, était, pour l'État, une garantie de bonne gestion. L'État dépense ; le bourgeois épargne ; le bourgeois, au service de l'État, introduisant dans les affaires publiques les vertus bourgeoises, devenait le meilleur gardien du Trésor.

Mais au-dessus de l'honneur bourgeois, l'État plaçait l'honneur du Combattant. C'est parce qu'il y avait une grandeur nationale au-dessus de la grandeur bourgeoise que celle-ci pouvait exister. Grandeur à laquelle chacun participait, grandeur qui unissait le Prince et le Peuple dans un même sentiment. Le bourgeois aimait mieux la grandeur venue de la Robe que celle qui vient de l'Épée ; mais il regardait comme un honneur le don de l'épée à l'un de ses enfants.

Tant que l'État est fort, le bourgeois accepte cette hiérarchie. L'État faiblit-il, le bourgeois rouvre, au nom de ses propres traditions, une vieille querelle de préséance. Il est impatient de

l'honneur accordé au Combattant ; il n'admet pas de céder le pas au Chevalier, dont le dédain à son égard l'humilie. (Voulez-vous comprendre le sentiment du Chevalier ? Rappelez-vous votre sentiment à l'égard des civils lorsque vous étiez combattant.) Il juge qu'il est le grand artisan et le grand conservateur de la fortune nationale. Alors, il tend à organiser toute la nation sur le plan de sa cité, de sa commune, de son bourg, de sa bastide ; il tend à constituer une grande république bourgeoise, oubliant que ses républiques bourgeoises ne prospéraient que sous la protection de l'État royal.

Tant que cet état d'esprit bourgeois ne se manifeste qu'en tendance, il n'y a pas péril pour la nation. On pourrait même y voir une garantie d'équilibre entre les forces nationales. Cela peut être une heureuse limitation au pouvoir de l'État et à l'abus que peuvent faire les Combattants de leurs titres de gloire. Mais lorsque cet état d'esprit engendre des réalisations, tout l'édifice national est menacé. Preuves : Étienne Marcel et toutes les agitations parlementaires. Grande preuve : la Révolution française.

C'est une grande question que de savoir si la

Révolution française a été une révolution bourgeoise. On le conteste en montrant que les républiques bourgeoises y ont perdu leurs franchises et que les bourgeois ont finalement perdu à l'opération. Par contre, les socialistes font dater de la Révolution l'établissement de la bourgeoisie à la tête de l'État. Les deux thèses paraissent à la fois fondées, incomplètes et excessives.

La Révolution française n'a rien de spécifiquement bourgeois ; elle est l'œuvre d'idées qui sont aussi vieilles que le monde et qui dureront autant que lui, qui viennent de nos communes tendances anarchiques, qui se dissocient lorsque le Souverain est fort, mais qui explosent lorsque le Souverain est faible. Idées qui sont fortifiées, à la fin du XVIIe siècle, par une philosophie qui explique le développement des biens matériels par le progrès général de l'humanité, progrès qui tend à réduire le pouvoir des Princes.

Qui exploite ce fonds éternel d'idées et cette idée générale qui les coordonne? La noblesse aussi bien que la bourgeoisie. Les nobles y trouvent une justification de leur révolte contre le pouvoir royal ; les bourgeois, la justification

de leur réaction contre la noblesse et contre le pouvoir de l'État royal, et une apologie de leurs œuvres. L'État fléchissant, frappé lui-même par cette masse idéologique, l'explosion se produit.

L'explosion est-elle bourgeoise? Elle est l'explosion tout simplement. Toute l'armature nationale est brisée. La noblesse, la bourgeoisie perdent leurs droits, leurs franchises, leurs biens ; le peuple perd son pain quotidien ; la barbarie resurgit. Il se produit alors ce qui se produit toujours, ce qui se produira toujours en pareilles circonstances : la révolution est faite au nom de l'esprit juridique, mais c'est l'esprit héroïque et guerrier qui, dans l'universelle insécurité, reprend le premier rang. Nul n'osera dire que c'est l'esprit bourgeois qui règne de 1789 à 1815. Pendant un quart de siècle, c'est l'esprit héroïque qui conduit la France. A l'aventure, en dehors des disciplines que lui donnait l'État royal, c'est vrai ; mais il conduit tout un peuple. Il n'y a rien de moins bourgeois que cette conséquence de la Révolution.

Mais il est exact que cette aventure héroïque jette le siècle suivant dans les bras de la bourgeoisie. Le XIXe siècle ne voit pas que cet héroïsme

est une réaction naturelle contre les idées révolutionnaires ; dans son souvenir, il est uni à l'idéologie qui lui est contraire, mais qui a rendu nécessaire sa renaissance. C'est à l'abri de la gloire militaire que l'idéologie mercantile et juridique mine le pouvoir royal pendant la Restauration, aux applaudissements d'un peuple qui demeure enivré par l'esprit héroïque. Dans cette période, l'action bourgeoise paraît évidente. La bourgeoisie tend à réaliser son vieux rêve de république bourgeoise. Tout le contenu de l'idéologie révolutionnaire qui justifie sa tentative est utilisé par elle ; elle tire argument de sa croissance industrielle pour appuyer ses prétentions. La monarchie de juillet, la monarchie censitaire, c'est une grande république bourgeoise, dont le président est héréditaire, et commande à une armée que les bourgeois regardent comme une grande milice bourgeoise. Voilà l'époque la plus caractéristique du règne bourgeois. Et c'est de cette époque que date la décadence de la bourgeoisie.

Mais il ne faut pas être dupe des mots. Si nous disons, pour la commodité du discours, règne bourgeois, cela ne veut pas dire : règne de la

Bourgeoisie. La bourgeoisie, comme le peuple, comme la noblesse, c'est un corps sans tête. Ce n'est pas une caste, ni même une classe, dont les membres obéissent à un état-major, mû par une volonté unique. Ce n'est qu'une classe sociale, non politique, capable de faire opposition à un gouvernement, mais incapable de gouverner directement, ne serait-ce que pour des raisons matérielles. Tout ce qu'elle peut faire, du jour où on lui reconnaît une fonction politique, c'est de faciliter l'ascension politique des hommes qui ont son esprit, ses mœurs, ses traditions. Ce qui règne et gouverne à partir de 1830, ce n'est pas la bourgeoisie, c'est l'esprit bourgeois, c'est l'esprit mercantile et juridique, exprimé par des hommes qui appartiennent ou n'appartiennent pas à la bourgeoisie. Nous verrons tout à l'heure, quand nous examinerons le cas particulier de la reconstruction des régions dévastées par la guerre, l'importance capitale de cette distinction.

Or, c'est au moment où les bourgeois peuvent croire qu'ils ont réalisé la grande république bourgeoise, c'est au moment où l'esprit bourgeois devient l'esprit de l'État, que la décadence de la bourgeoisie commence. La bourgeoisie

avait été jusque-là une classe sociale fortement charpentée ; ses frontières étaient mouvantes comme celles de toutes les classes sociales ; mais elles étaient néanmoins assez précises pour permettre la défense des mœurs, des traditions, de l'honneur bourgeois. On n'entrait pas dans la bourgeoisie comme dans un moulin. La bourgeoisie était un corps, parce qu'elle était un ensemble de corps hiérarchisés ; à l'entrée de chacun, il y avait une épreuve. L'esprit mercantile y régnait, mais tempéré par les disciplines chrétiennes. On y tenait grand compte de la fortune de chacun, mais on n'y jugeait pas les hommes et les familles uniquement selon leur fortune ; la manière d'acquérir la fortune était considérée avant la fortune elle-même.

Après la Révolution, les corps bourgeois sont détruits. La hiérarchie bourgeoise tombe du même coup. Après la Révolution de 1830, après le mot d'ordre de Guizot : Enrichissez-vous, il n'y a plus d'autre hiérarchie bourgeoise que celle de l'argent. Alors la bourgeoisie devient une foule, une cohue. Elle cesse d'être la bourgeoisie française, dont les intérêts avaient été liés, de gré ou de force, à l'intérêt national ; elle devient

la bourgeoisie capitaliste, dont la seule loi est l'argent, et dont la fortune n'a plus d'autre justification qu'elle-même. Il en résulte une véritable décomposition des vertus bourgeoises.

Les vertus bourgeoises ne sont pas spécifiquement bourgeoises. Dans notre pays, leur origine est surtout chrétienne. Mais les siècles les avaient si fortement incorporées aux mœurs de la bourgeoisie que l'on pouvait parler des vertus bourgeoises sans autre épithète. Or, l'exercice de ces vertus entraînait d'abord, dans l'exercice de la profession, une honnêteté scrupuleuse qui faisait passer le respect de la morale, le respect de la parole donnée, la probité industrielle et commerciale avant le souci du gain ; puis, dans le privé, l'honnêteté dans les mœurs, la tempérance, la modération dans les plaisirs permis ; enfin, dans la vie publique, la projection des vertus privées, qui s'exprimait par l'intégrité dans les fonctions publiques, l'acceptation désintéressée, au nom de l'honneur, des charges publiques auxquelles se dévouaient les bourgeois dont la fortune était faite.

Ces vertus étaient moins brillantes que les vertus militaires ; elles n'allaient pas sans une

raideur qui les rendaient peu aimables, et parfois, elles provoquaient le sourire. Mais, par leur ensemble, elles entraient dans la composition de la grandeur nationale, à laquelle elles étaient nécessaires. Il est absolument certain que le nom français leur doit une très forte part de son prestige universel, qu'elles ont enrichi par l'apport vraiment considérable que leur doit la culture de l'esprit et des sentiments. Qui disait bourgeois, disait homme sage, honnête, prudent, cultivé, dévoué au bien de sa cité, pratiquant la charité autour de lui, et pacifique. Jusqu'aux environs de 1840, ceci est une vérité générale, dont l'éclat n'est pas terni par les taches inévitables que les bourgeois effacent eux-mêmes quand quelque scandale vient faire souffrir leur réputation.

Or, comparez les vertus bourgeoises contemporaines à ces vertus qui furent en honneur jusqu'au milieu du siècle dernier. Quelle prodigieuse décadence ! Telle est la force des traditions que vous trouvez, dans toute la France, des îlots, de grands îlots, où la famille bourgeoise s'est conservée avec cet ensemble de vertus que j'énumérais tout à l'heure. Mais quelle est la situation de tout ce qui a le droit de porter le

nom bourgeois, au nom de l'argent? Vous voyez, d'un bout à l'autre du pays, une cohue non de familles mais d'individus dont la seule loi est celle de l'argent, qui ne font guère de distinction entre les différents moyens de faire fortune, qui ne se connaissent absolument aucune obligation sociale, et qui hésitent beaucoup devant les quelques obligations nationales pour lesquelles ils ont un peu de respect ; qui n'ont aucun autre objet que de faire fortune, et pour qui la fortune n'a aucun autre objet que le confort et le plaisir. Ça choisit un métier pour le rendement capitaliste ; ça trafique, honnêtement ou non ; ça gagne le plus possible sur le client et sur l'ouvrier ; ça mange, ça boit, ça se rue au plaisir ; ça ne sait rien de rien et ça prétend tenir le haut du pavé. Ça, c'est la bourgeoisie moderne, démocratique, radicale et pacifiste, qui détruit frénétiquement les mœurs bourgeoises traditionnelles, et qui disloque peu à peu la vieille bourgeoisie française, laquelle perd un terrain énorme à chaque génération.

La bourgeoisie traditionnelle avait introduit dans la vie publique une grande honnêteté. La bourgeoisie moderne y introduit la corruption,

la plus grande corruption. Pour elle, tout s'achète : la vie publique est un marché où l'on achète les hommes politiques, les journalistes, les artistes et les filles, qui, à leur tour, achètent les bourgeois, lorsqu'ils sont au pouvoir ou dans l'amitié du pouvoir. Le mouvement de corruption est si fort, si violent qu'il entraîne les représentants de la bourgeoisie traditionnelle. Il y a trente ans, les vieux bourgeois se refusaient encore à ces pratiques ; aujourd'hui, vous voyez des fils de grandes familles bourgeoises présider à la corruption des consciences politiques et déjà atteints eux-mêmes, dans leur vie privée, par la corruption qu'ils organisent autour d'eux.

La décadence de la bourgeoisie a été consommée en moins d'un siècle. C'est que les vertus bourgeoises n'étaient pas essentiellement bour geoises ; elles ne se développaient que dans une classe limitée, encadrée, par l'État, les Combattants, le peuple et l'Église. Toutes contraintes tombant, la bourgeoisie n'a plus d'autre moteur que celui qui lui est propre, l'Argent, qui brise toute l'armature morale et nationale qui avait été sa sauvegarde. L'esprit bourgeois s'est suicidé en voulant être maître.

Et il ne pouvait en être autrement. Ce pouvoir, que l'esprit bourgeois recherchait, la bourgeoisie ne pouvait l'exercer dans la nation comme elle l'exerçait dans ses petites républiques bourgeoises. Dans les limites de la bastide, du bourg, même de la grande cité bourgeoise, le bourgeois pouvait remplir en même temps sa fonction privée et sa fonction publique : son magasin, son bureau, son étude, étaient tout près de la maison de ville ; ses affaires faisaient corps avec celles de la ville. Dans la nation, distances et dimensions séparent la vie privée de la vie publique. Le bourgeois qui veut vivre selon sa loi doit se consacrer d'abord à sa fonction qui est de conduire ses affaires. Il ne tarde pas à voir que ses affaires lui interdisent de conduire les affaires publiques. Il a voulu être le maître? Il est obligé d'abdiquer dès qu'il est en possession du pouvoir ; il doit se décharger des affaires publiques sur ce spécialiste à qui nous donnons le nom de politicien comme une flétrissure. En un demi-siècle, il est dépossédé. Les politiciens gouvernent selon son esprit, un peu selon son intérêt, se font corrompre par lui, le corrompent à leur tour. Sont-ils ses délégués? Il le croit ; il n'en

est rien. Ils deviennent rapidement les délégués, les serviteurs des manieurs d'argent qui sont ceux que l'on désigne sous le nom de finance internationale.

Les bourgeois avaient cru que leur règne commençait en 1830. Laffitte, plus clairvoyant qu'eux, avait dit, après les Trois Glorieuses : « Maintenant, le règne des banquiers commence. » Comment, en effet, des bourgeois, répartis sur tout le territoire, sans liens entre eux, pouvaient-ils exercer le pouvoir ou même un contrôle périodique sur le pouvoir ? Laffitte discernait qu'un très petit nombre de banquiers, résidant tout près du pouvoir, unis par les liens du sang et de la religion, disposant d'immenses ressources, n'auraient aucune peine à devenir les véritables maîtres occultes des politiciens. C'est très exactement ce qui s'est produit. L'esprit bourgeois règne, mais le gouvernement est exercé, sous des noms divers, depuis près d'un siècle, par une ploutocratie très réduite en nombre, qui dirige les affaires à sa guise, et qui use du pouvoir pour se subordonner la bourgeoisie politiquement et économiquement.

Les bourgeois n'ont pas encore vu que le

règne de l'esprit bourgeois est une simple couverture pour la ploutocratie, qui les dépouille de leurs biens, qui manœuvre contre eux les partis socialistes, et les manœuvre eux-mêmes contre les mouvements populaires. Les bourgeois n'ont pas encore découvert les ressorts de la machine qui porte leur nom et qui les broie. Ils sont à la dernière étape de leur décadence politique, économique et sociale.

II. — Réveil, réussite et échec bourgeois

A vrai dire, il y a eu un réveil de la bourgeoisie : réveil politique et social qui a naturellement abouti à un échec retentissant.

Après la Grande Guerre, la bourgeoisie française s'est ressaisie. Un grand nombre de ses fils avaient servi pendant la guerre et avaient fait pénétrer chez elle un peu de l'esprit héroïque. Les bourgeois français ont eu honte de leur décadence morale et sociale. Instinctivement, ils ont cherché à reconstruire ces bastides, ces bourgs, ces républiques bourgeoises qui avaient été les lieux de formation de leurs vertus. La forme nouvelle de ces républiques, c'est la corporation

moderne, les grands comités industriels et commerciaux par lesquels s'établit une hiérarchie bourgeoise et se reconstitue un honneur bourgeois. C'est un travail qui a été mené rondement en quelques années. Et cette concentration a mis entre les mains de quelques grands bourgeois les moyens matériels de contrôler les politiciens qui leur échappaient. Et c'est cette puissance même qui a mis en lumière l'impuissance radicale de la bourgeoisie dans le gouvernement des peuples.

Premièrement, la bourgeoisie française, se donnant en quelque sorte un état-major qui devait lui fournir le moyen de gouverner, a délégué ses pouvoirs, selon sa coutume. Elle avait à choisir alors entre l'esprit héroïque et son propre esprit ; elle a choisi le sien, que représentait cette Union des intérêts économiques qui a été son grand agent politique. Or, quel a été le moteur, le moyen d'action de cette grande délégation bourgeoise? L'argent, la corruption. Je fais une constatation. Je ne blâme, ni ne loue ; j'explique. L'esprit bourgeois, quand il n'est pas encadré, soulevé par une puissance qui lui est extérieure, s'engage irrésistiblement sur sa pente naturelle. Il a l'habitude d'acheter et de vendre.

S'essayant à diriger la politique, même s'il a une grande idée, il ramène tout à l'achat et à la vente. Un soldat entraîne un peuple avec la gloire ; un intellectuel avec une idée ; le bourgeois veut l'entraîner avec l'argent. Ainsi pensait le Bloc National : son organe directeur ne conçut d'autre moyen de tenir la législature du 16 novembre que l'achat, direct ou indirect, d'une majorité parlementaire qu'il fit élire.

Et il se produisit alors ce qui devait se produire : il n'y a pas eu d'époque plus plate que le règne de la bourgeoisie qui s'est dite nationale en 1919, qui était effectivement plus nationale d'esprit que la bourgeoisie radicale, mais qui n'était pas plus disposée que cette dernière à réaliser la grandeur nationale.

Mesurez la profondeur de la chute que fait à cette époque la France officielle :

La France vient de se couvrir d'une gloire qui est peut-être la plus grande qu'elle ait connue. L'effort héroïque français a été formidable, beaucoup plus grand que celui que fournissait le peuple allemand, entraîné par une hiérarchie singulièrement forte. L'héroïsme français a été plus grand que l'héroïsme allemand parce qu'il

a été produit par une nation qui n'a pas de cadres reconnus, qui n'a plus de hiérarchie solidement constituée. Le peuple qui a fourni cet héroïsme est en pleine grandeur en novembre 1918. Qu'on lui présente les images de la grandeur, qu'il attend, et il est capable d'un nouvel effort prodigieux.

Or, voici ce que le Bloc national propose à ce peuple justement ivre de sa gloire :

— Il y a alors une menace communiste : le Bloc national essaie d'effrayer ce peuple de combattants avec l'image de l'homme au couteau entre les dents ; il fait ranger ce peuple de combattants derrière quelques rangs de gardiens de la paix qui sont proclamés ses défenseurs !

— Il y a des difficultés financières. A ce peuple de combattants qui veut entendre le langage de la gloire, et qui résoudra les difficultés financières par surcroît, à condition qu'il sache que son effort le maintiendra dans la grandeur où il est entré, le Bloc national tient le langage d'un bon contremaître ; il invite les Français à produire. A ce peuple qui veut des chefs et un chef, il donne un conseil d'administration.

— L'année suivante, nouvelle menace com-

muniste. C'est un jeu que de la repousser en rendant leurs chefs aux Combattants. Le Bloc National sépare les uns des autres, envoie les premiers à travers le monde faire l'office de commis-voyageurs pour la production française, se garde bien de faire appel aux seconds, et liquide les grandes grèves avec des chèques.

C'est à cet abaissement que l'esprit bourgeois nous amène en 1921. Systématiquement, il écarte tout appel aux vertus héroïques qui ont fait la victoire des armes. Il abaisse toutes les valeurs nationales sur le plan des affaires. Il achète et il vend.

La décadence de l'esprit héroïque dans ces mornes années, c'est l'œuvre de la bourgeoisie qui se croyait nationale.

La bourgeoisie a salué la paix non comme le premier signe de la nouvelle grandeur française, mais comme le signal de l'ouverture du marché. Et c'est la raison de son échec.

De son échec total. Car il n'y a peut-être pas de plus grand échec bourgeois que cette aventure parlementaire de quatre années. Cette bourgeoisie d'affaires, puisqu'elle avait un tel appétit d'affaires, au moins devait-elle remettre en ordre

les finances de la France? Ce conseil d'administration si platement bourgeois, qu'il gère au moins ce domaine matériel où il est d'une compétence incontestée ! Il y échoue lamentablement.

Tout d'abord, de 1919 à 1924, il laisse ses ministres des Finances briser l'instrument de mesure de toutes choses, la monnaie. L'instrument de mesure brisé, il n'y a plus de budget possible, il n'y a plus de prévision industrielle possible, il n'y a plus un contrat qui tienne. Ces marchands, ces juristes ne voient pas le phénomène qu'ils produisent eux-mêmes. Obsédés par les chiffres, ils prennent le grossissement des chiffres pour argent comptant. Pendant cette période folle, ils donnent le spectacle d'une insondable bêtise : ils ruinent l'État, ils se ruinent eux-mêmes en croyant s'enrichir. Le mouvement des affaires est intense, et cela leur suffit. Lorsqu'un de leurs ministres, M. François Marsal, arrête l'inflation, ils se tournent unanimement contre lui. Leur homme-représentatif, c'est Louis Loucheur qui veut multiplier les signes monétaires pour activer la marche des affaires. Il y a eu un moment où la plus grande partie de

la bourgeoisie était inflationniste. Par raison d'État? Point. Par intérêt? Non plus. Par aveuglement, par inintelligence, à cause de cette habitude bourgeoise qui exclut les longues prévisions, qui amène l'esprit à se tenir entre deux échéances.

Lorsque la réforme monétaire est entreprise, en dehors du Parlement, en dehors des corporations par une demi-douzaine d'hommes qui sont avant tout des patriotes, la masse des bourgeois, nationaux, libéraux ou radicaux, est hostile à l'assainissement. A ce moment, la bourgeoisie, c'est Catoblépas. On la sauve, malgré elle, à la *Semaine de la Monnaie*, avec le concours d'une vingtaine de chefs de corporations, qui, reconstituant les républiques bourgeoises, se détachent de la république bourgeoise et, pour cette raison, reprennent contact avec l'intérêt national. René Johannet croit que la *Semaine de la Monnaie* a été l'un des signes du réveil de la bourgeoisie. C'est le signe contraire : la *Semaine de la Monnaie* a été faite contre le sentiment et la volonté bourgeoise par des hommes qui avaient en tête l'intérêt national, et qui avaient entrepris d'obliger les bourgeois à se soumettre à une discipline

nationale. La monnaie française a été sauvée, au bord de l'abîme, en dehors de toutes les institutions de la bourgeoisie française.

Pour les finances, six ans après la guerre, elles sont toujours en péril. Le Bloc national, expression de ce que la bourgeoisie produit de meilleur dans le régime démocratique, a été totalement impuissant à trouver les remèdes simples que le plus borné des bourgeois trouve lorsqu'il s'agit de ses affaires privées. Ici, il faut dire, à la décharge de la bourgeoisie, que la situation a été aggravée par le parlementarisme. Mais ce parlementarisme, qui l'a inventé, sinon la bourgeoisie ? Qui y est le plus attaché, sinon la bourgeoisie ? C'est le conseil des échevins du bourg. Les bourgeois du Bloc national n'ont pas rétabli les finances françaises parce qu'ils craignaient l'élection ? C'est exact. Mais ils sont plus attachés à l'élection qu'aux saines finances. Pendant quatre ans, ils ont laissé la situation financière s'aggraver de trimestre en trimestre, de mois en mois, parce qu'ils savaient que leurs amis, leurs cousins, leurs frères n'avaient aucun goût pour l'impôt. La situation monétaire les avertissait du péril proche ; ils paraissaient espérer que tout se réta-

blirait après le centième discours de M. Raymond Poincaré devant les monuments aux morts.

Ils n'ont réagi qu'au moment même où la catastrophe financière était sur le point de se produire. Encore est-on en droit de se demander s'ils n'ont pas beaucoup plus pensé à sauver le régime parlementaire que l'État français lui-même. La conséquence de leur réaction tardive, qui fut nécessairement brutale, a été que leurs frères radicaux les ont chassés du pouvoir, en exploitant le mécontentement d'une masse considérable de petits bourgeois pour qui l'impôt, quel qu'il soit, est toujours trop lourd. La bourgeoisie radicale vient au pouvoir en 1924 par les soins de la bourgeoisie qui se disait nationale en vertu de cette loi, qui est celle des républiques bourgeoises, qu'il vaut mieux abandonner des portions du patrimoine moral national que de renoncer au pouvoir lui-même.

Le bourgeois radical est un homme qui espère sauver sa caisse en laissant les émeutiers déchirer le drapeau de la patrie, en leur abandonnant la rue ; il laisse souiller l'enseigne de sa maison, et se tire d'affaire en déclarant qu'il faut respecter toutes les opinions. Il ne se fâche que lorsque

l'on touche à son coffre-fort. Croyez-vous que ce soit particulier au bourgeois radical ? Le bourgeois radical ne fait qu'exprimer totalement les habitudes bourgeoises. Voulez-vous vous rappeler ce que je vous ai dit touchant le bourgeois dans son bourg, dans sa bastide, lequel s'accommode de voir le Barbare régner sur les routes, et que le Barbare laisse parfois en paix ? Ce bourgeois n'a aucun goût pour prendre les armes contre le Barbare ; le Barbare le sait, et ne l'oblige qu'à saluer sa bannière. Ainsi est le bourgeois radical prêt à saluer le drapeau rouge, et même le drapeau noir pourvu qu'il fasse des affaires. Vous rappelez-vous ces marchands hollandais qui, allant au Japon, étaient contraints de fouler le Christ aux pieds et qui le faisaient, afin d'être admis à trafiquer avec les Japonais ? Ainsi est le bourgeois radical.

Le bourgeois radical qui règne en France depuis la chute du ministère Poincaré est prêt à traiter avec les Américains, avec les Allemands, avec les Soviets pourvu qu'il fasse des affaires. Le bourgeois libéral représentait l'Argent, mais recouvert d'un voile pieux ; le bourgeois national représentait l'Argent, mais avec un petit mor-

ceau du drapeau tricolore ; le bourgeois radical représente l'Argent nu et obscène. C'est par lui que la faillite de l'État bourgeois sera déclarée. Comment ? Voyez.

Il nous faut revenir au règne de la bourgeoisie dite nationale et montrer, par l'affaire des réparations, la première grande faillite bourgeoise.

La réparation des régions dévastées aux frais de l'Allemagne, c'était une idée qui pouvait entrer dans une tête bourgeoise. Que l'Allemagne paie ce qu'elle avait détruit, voilà qui était conforme aux idées bourgeoises. Les bourgeois regardaient l'opération comme l'issue heureuse d'un procès, ce qui était absurde ; mais, enfin, ils la comprenaient. Ils la rendaient très difficile en la demandant au nom du Droit et non au nom de la Victoire ; mais, enfin, ils la demandaient. Ils aimaient mieux faire payer l'Allemagne que de payer eux-mêmes et, quelles que fussent leurs raisons, leurs vœux étaient conformes à l'intérêt national. Or, c'est à propos de cette affaire que l'on a vu que, lorsque l'esprit bourgeois commande dans l'État, la bourgeoisie est trahie par elle-même.

La bourgeoisie voulait que l'Allemagne payât ;

mais les bourgeois individuellement, rendirent le paiement impossible. Lorsque l'on voulut faire payer l'Allemagne, on s'aperçut qu'il n'y avait d'autre moyen de la faire payer que de recevoir d'elle des produits et des services, ce qui est une vérité depuis qu'il y a des hommes, et qui travaillent. L'Allemagne, ne pouvant payer qu'une très faible partie de sa dette en or, devait fournir des matières premières, des produits manufacturés et du travail. Mais, devant cette nécessité, les bourgeois protestèrent, chacun au nom de son industrie. Les régions dévastées devaient être, pendant dix ans, selon un mot attribué à M. Loucheur, le chantier de l'industrie française ! Le résultat de cette opposition de chaque corps de bourgeois fut que les paiements allemands furent rendus impossibles et que la bourgeoisie française eut à payer collectivement le montant des réparations qu'elle croyait recevoir. Le second résultat fut l'écrasante charge fiscale que l'on dût accepter en 1924, et contre quoi les bourgeois protestèrent avec vigueur, ce qui se traduisit par les élections radicales de 1924. L'affaire des réparations est un des exemples de l'insondable bêtise de l'esprit bourgeois quand

il gouverne. C'est en même temps la faillite de la bourgeoisie qui s'est dite nationale qui, tenant le pouvoir, a trouvé le moyen de gouverner contre elle-même.

Mais la bourgeoisie radicale est allée plus loin. Avec elle, on touche le fond de la bêtise, s'il est possible. La bourgeoisie dite nationale a réussi à faire payer à la France ses réparations au cri : l'Allemagne doit payer. La bourgeoisie radicale fait donner de l'argent à l'Allemagne par la France ! C'est le ministère Herriot qui a réalisé cette farce énorme : La France ruinée, aux bords de l'abîme financier, remettant à l'Allemagne trois millions de livres en or pour aider à l'assainissement financier du Reich. Je ne crois pas que l'histoire ait jamais enregistré une folie de cette qualité. Si vous l'analysez, vous y découvrirez une coutume spécifiquement bourgeoise, qui est bonne dans les affaires privées, mais qui est l'absurdité même dans les affaires internationales. Les bourgeois et capitalistes des deux mondes ont voulu traiter le problème allemand comme on traite une faillite privée lorsque l'affaire est bonne. Ils se sont considérés comme les créanciers d'une entreprise défaillante mais capable

de production et qui peut payer ses dettes à condition qu'on l'aide à passer un moment difficile. Mais dans ce cas, dans les affaires privées, l'entreprise passe sous le contrôle des créanciers. Les créanciers alliés croient qu'ils ont placé l'entreprise allemande sous leur contrôle. Ils n'ont oublié qu'une chose : L'Allemagne peut faire ce que ne peut faire l'entreprise privée, recourir aux armes pour se libérer. Les bourgeois, capitalistes et financiers des deux mondes ont pensé à tout, sauf à l'armée allemande. C'est la plus folle manifestation de l'esprit mercantile et juridique.

C'est par cet esprit que la bourgeoisie française, libérale, nationale et radicale a annulé la victoire des armes en six ans. La faillite est complète. Si vous en doutez, examinez le bilan de l'État bourgeois, à la date du 20 octobre 1924 :

Au passif :

La victoire arrêtée au moment où elle allait disloquer l'armée et l'empire allemands,

La charge entière des réparations,

La charge entière des pensions,

Un budget en déficit,

Une monnaie avariée, et dont la valeur baisse de mois en mois,

Un tribut de trois millions de livres-or versé à l'Allemagne sous le nom d'emprunt allemand,

Une nouvelle menace de guerre.

A l'actif : NÉANT.

C'est la faillite totale. Il reste à l'actif de la France la victoire des armes, le sentiment de sa grandeur retrouvé sur les champs de bataille. Pour les marchands et pour les financiers, ce n'est rien, parce que ces valeurs impondérables ne sont pas objet d'échange. Mais ces impondérables sont tout. Il est temps de réaliser cet actif, disponible dans l'âme et le cœur des combattants. Il faut déclarer la faillite de la république bourgeoise, et renvoyer les bourgeois dans leurs républiques bourgeoises, à leurs comptoirs, à leur comptabilité, où ils retrouveront leurs mœurs, leur honneur et leur grandeur qu'ils ont perdus dans l'exercice d'un métier qui n'est pas le leur.

Combattants, faisons la révolution des combattants, afin que l'esprit du combattant com-

mande de nouveau dans la cité, afin que les vertus héroïques soient de nouveau le fondement de l'État. Lorsque nous sommes rentrés dans nos foyers, les bourgeois nous ont refusé la part du Combattant. A nous de la prendre aujourd'hui. Mais, aujourd'hui, pour nous, la part du combattant, ce sera le gouvernement du pays.

APPENDICE AU CHAPITRE III

LES VERTUS BOURGEOISES

I

Ce n'est pas moi qui raillerai les vertus bourgeoises. Le XIXe siècle les a ridiculisées. Il a eu tort. Mais sa critique railleuse et parfois méprisante n'est pas sans justification. Le mot de Flaubert : « J'appelle bourgeois tout homme qui pense bassement », c'est un mot excessif et injuste, mais il traduit l'impatience d'un siècle qui voyait l'art, la science, la religion menacés par l'esprit bourgeois, et qui protestait avec raison. Le tort du XIXe siècle a été de faire la critique des vertus bourgeoises au nom même des idées libérales et anarchiques qu'avait produites l'esprit bourgeois au siècle précédent.

Tout le mal vient du fait que l'esprit bourgeois

a voulu commander dans l'État et écarter le commandement supérieur que donnait jusque-là l'esprit héroïque qui soutenait l'État et l'esprit religieux qui est dans l'Église. Les bourgeois ont écarté de la cité le Combattant et le Saint, pour transformer le premier en milicien au service des civils, le second en personnage privé intercédant non plus pour les peuples, mais pour chacun. En jargon parlementaire et libéral, l'opération porte le nom d'organisation de la suprématie du pouvoir civil. Du coup, les bourgeois deviennent les classes dirigeantes, chargées d'alimenter, de diriger l'esprit et les mœurs de la nation. C'est précisément ce qui est impossible et ce qui provoque les réactions du héros, du saint, de l'artiste, du savant, de l'homme aventureux, bref de tous ceux qui n'accomplissent leur fonction dans la nation qu'en vivant une vie non soumise à la loi bourgeoise.

Vous louez, vous admirez comme moi les vertus bourgeoises. Si vous voulez les conserver, les fortifier, faites qu'elles ne commandent pas les mœurs publiques. Du jour où elles commandent, elles se suicident : elles prêtaient au sourire ; elles deviennent ridicules, puis odieuses, et recu-

lent enfin devant leur propre image. Cela vous paraît paradoxal? Voyez.

Les vertus bourgeoises ne sont pas, je le répète, spécifiquement bourgeoises. Elles sont une manifestation de l'esprit spécifiquement bourgeois, de l'esprit mercantile et juridique, agissant dans les cadres que lui fixent l'Église et l'État d'une part, les limites que lui imposent l'artiste, le savant et le peuple ouvrier. Cet esprit d'ordre et d'économie, qui est le grand esprit bourgeois, soumis à la loi chrétienne, à la loi nationale, produit cette vie paisible, ordonnée, pondérée, sage, prudente, que vous admirez si justement. Ayant peu de goût pour la bataille, il aime le droit écrit : cela donne le respect des contrats, de la parole donnée ; il n'aime pas l'aventure, mais au-dessus de lui l'esprit héroïque utilise et honore l'art, la science : l'esprit bourgeois recherche la culture, et cela produit cette merveille qu'est la bourgeoisie cultivée, qui contribue, par son suffrage, à discipliner l'esprit d'aventure et de recherche. Il n'aime pas la turbulence et l'imprévoyance ouvrière ; mais l'Église et l'État l'obligent à ne point mépriser ce peuple qui est la réserve des forces nationales : cela produit cet

admirable esprit de charité fraternelle que l'on voit encore dans quelques villes de France. Voilà les vertus bourgeoises : elles sont le produit de forces extérieures à la vie bourgeoise.

Lorsque l'esprit bourgeois ouvre son règne, les forces qui le soutenaient se dérobent. Et elles se tournent contre lui. Pourquoi? Parce que, invinciblement, il rapporte toutes choses à ce qui lui est propre : le souci du gain, le souci de l'économie. Sous les paroles qu'il prononce pour maintenir la discipline de l'esprit, des passions, des mœurs, on entend la question secrète qu'il se pose : Qu'est-ce que cela rapporte?

Entendez-vous les bourgeois prêcher au peuple la grande loi de modération qu'a enseignée l'Église aux nations? Aussitôt le peuple pense que c'est par intérêt, afin de baisser la rémunération du travail. Et oserez-vous dire que cette arrière-pensée n'existe pas? Comment voulez-vous que des hommes qui lancent à leur siècle l'ordre de s'enrichir soient écoutés s'ils invitent le peuple au renoncement? On écoute Job, saint Benoît Labre et saint Vincent de Paul. Mais non M. Guizot, non M. Loucheur. Ils sont trop intéressés au renoncement d'autrui. On consent

à la modération pour la plus grande gloire de Dieu, non pour le profit des bourgeois.

Entendez-vous le bourgeois donner des conseils à l'artiste, au savant? Sa première question est de savoir ce que le travail de l'artiste et du savant rapporte. L'Église, le Prince, le grand seigneur, avertis par leur âme ou par un sûr instinct, protégeaient l'art et la science. Le bourgeois cherche le rendement. L'artiste et le savant protestent et s'indignent ; l'un veut accomplir son œuvre, l'autre poursuivre sa recherche sans souci du gain. Devant la préoccupation du bourgeois, ils exagèrent leur propre loi. Ils s'opposent violemment à l'esprit bourgeois ; ils le critiquent ; ils le raillent ; ils se plaisent à l'exaspérer. L'artiste des siècles précédents était tout à son art. L'artiste du XIXe siècle se plaît à scandaliser le bourgeois par son art même. Le bourgeois et l'artiste s'éloignent l'un de l'autre. Voyez les résultats : du temps que l'esprit bourgeois ne voulait pas régenter l'art, la maison bourgeoise était souvent une œuvre d'art. Au XIXe siècle, elle devient le rendez-vous de toutes les laideurs.

Le bourgeois éloigne le savant comme il éloi-

gne l'artiste et pour les mêmes raisons. Il a pourtant largement profité du travail scientifique ; mais il ne comprend ce travail que lorsqu'il est arrivé, lorsque le savant est diplômé, médaillé, titré, renté. Le savant sans titres, sans rentes, qui poursuit sa recherche par passion pour la découverte, sans savoir s'il paiera son terme, cet homme est impénétrable au bourgeois, parce que son travail ne rapporte rien. Le bourgeois et le savant s'opposent, s'éloignent l'un de l'autre. Voyez les résultats : nous sommes la nation possédant la bourgeoisie la plus riche, possédant l'esprit scientifique le mieux organisé et la plus fertile. Et nous sommes le pays où Maurice Barrès a dû parler de la grande pitié des laboratoires !

Entendez-vous les bourgeois prêcher la discipline des passions à l'adolescent que soulève l'esprit héroïque ou l'esprit d'aventure ! Au nom de quoi? Au nom de l'ordre et de l'économie. Allez donc discipliner les passions de l'adolescent avec les images de la vie bourgeoise ! Allez donc mettre la force de la vingtième année au service de la nation en lui donnant comme objectif un tabouret de comptable, un tableau de

chiffres, et la porte de la maison fermée à neuf heures du soir ! Présentez ces objectifs à l'homme de vingt ans qui ouvre ses bras comme des ailes, et vous pouvez être assuré d'en faire un anarchiste. Peut-être viendra-t-il à la vie bourgeoise. Mais à son heure. Ne croyez pas qu'elle sonne pour lui le jour de ses vingt ans. Il y a, dans la vie sociale, une fonction héroïque et une fonction bourgeoise ; il y a dans la vie de tout homme un âge héroïque et un âge bourgeois. Leurs disciplines ne sont pas les mêmes. Les bourgeois ont voulu discipliner l'un et l'autre selon la même règle ; ils ont provoqué des explosions. Ne possédant pas le secret de la discipline des passions, que connaissent seuls le héros et le saint, ils ont voulu annuler les passions. Autant vouloir tarir la mer océane. Les passions se sont révoltées. Elles ont produit l'anarchie. L'esprit bourgeois est responsable de la lutte où sont entrées, au XIX[e] siècle, la jeunesse et l'âge mûr. Aux siècles précédents, la jeunesse consultait les vieilles gens ; les vieilles gens admiraient la jeunesse. Au XIX[e] siècle, jeunes et vieux se sont haïs.

II

L'aventure a tourné à la confusion des uns et des autres. Pendant un demi-siècle, l'esprit bourgeois a essayé, vainement, d'imposer sa loi au héros, au saint, à l'artiste, au savant. Au XXe siècle, il renonce à son entreprise : il cède, il se libère des disciplines qu'il tenait des forces qui lui étaient extérieures. Il veut montrer qu'il n'a pas l'esprit bourgeois, qu'il n'est ni M. Jourdain, ni Joseph Prudhomme. Alors, il devient Bourdeducq, selon le portrait qu'en a fait René Benjamin. Il joue à l'artiste et à l'anarchiste, mais toujours avec la pensée du gain. C'est lui qui avait rendu un peu ridicules les vertus familiales: il s'en décharge, pour montrer qu'il est sans préjugés et faire accepter son culte de l'Argent. Il lit Karl Marx et les livres de la petite Jean Rostand; il achète des tableaux cubistes, comptant bien d'ailleurs faire une spéculation ; sa femme et sa fille ont les cheveux coupés court afin de faire croire qu'elles ont les idées longues. Ça, c'est le bourgeois qui se dit moderne.

Mais c'est au moment où il croit se moderniser,

au moment où il rejette ses vertus séculaires, que le bourgeois devient bête, méchant et odieux. De ses vertus, il n'en reste qu'une, la vertu d'économie. Mais elle ne tenait que par les autres. Hors de la loi de modération qu'elle contenait, le bourgeois devient un homme comme les autres. Sa vertu d'économie se transforme en appétit de l'argent. Le bourgeois moderne ne veut pas économiser ; il veut « faire de l'argent », et il n'est plus sévère sur le choix des moyens. Enfin, il rencontre devant lui les appétits qu'il a lui-même déchaînés. Du temps qu'il observait lui-même la loi de modération, ses collaborateurs l'imitaient volontiers. Quand il veut « faire de l'argent », ses collaborateurs l'imitent plus volontiers encore. Ils ne sont pas plus sévères que lui sur le choix des moyens. Ils ne se donnent plus à une œuvre, patiemment : ils ont hâte d'être en possession du moyen de jouissance qu'ils convoitent. Le bourgeois moderne corrompt ainsi la jeunesse.

Et il a corrompu beaucoup de ceux qui le fréquentent. Il a donné le goût du mercantilisme à un certain nombre d'artistes. Il y a cinquante ans, l'écrivain, l'artiste accomplissaient une

œuvre. L'œuvre faite, elle donnait ce qu'elle donnait, matériellement. Combien d'écrivains et d'artistes établissent aujourd'hui un devis industriel avant d'entreprendre une œuvre ! Leurs aînés avaient raillé l'esprit bourgeois. L'esprit bourgeois les a corrompus. L'art, la pensée, la science sont ainsi abaissés par l'esprit bourgeois.

Oserai-je parler de la vie religieuse ? Il faut dire le vrai. Pourquoi l'Église a-t-elle perdu, au cours du XIXe siècle, la grande autorité qu'elle possédait en France, au commencement du siècle, sur la plus grande partie des âmes. A cause de ce que l'on a appelé le progrès des lumières ? Quelle erreur ! Les idées héritées du XVIIIe siècle ont certainement éloigné un certain nombre d'esprits de l'Église. Mais une des plus grandes causes de la diminution de l'influence catholique, une des grandes causes de la faiblesse de la pensée catholique au XIXe siècle, c'est l'embourgeoisement d'une partie du clergé. Les bourgeois, se voyant incapables de défendre les mœurs, ont demandé au clergé de reprendre le rôle qu'ils avaient essayé de lui enlever. Mais, donnant donnant, c'est leur loi, ils ont fait de cette opération un marché. Sous le nom de défense des

mœurs, ils ont voulu organiser la protection de leurs biens. Ils ont aidé l'Église dans la mesure où ils attendaient d'elle une protection de l'ordre et de la propriété ; ils ont délégué quelques-uns de leurs enfants dans les ordres avec mission de veiller à cet ordre matériel qui est leur chose.

En un demi-siècle, ils ont causé par là un trouble profond dans la vie paroissiale et dans la vie catholique nationale. Ils ont voulu faire exploiter les paroisses comme des affaires industrielles. Ils n'y ont pas réussi, parce que le clergé, dans son ensemble, a résisté ; mais ils ont agi de telle manière que le peuple croie qu'ils avaient réussi. Or le peuple regardait l'Église non seulement comme la gardienne de la foi, mais comme son grand recours contre les grands, les puissants et les princes de ce monde. Pendant des siècles, l'Église a été sa grande protectrice. Lorsqu'il la croit protectrice de la bourgeoisie, il s'en détourne. Les bourgeois sont responsables de ce grand malentendu. Voulez-vous penser que, tout au long d'un siècle, les bourgeois catholiques, libéraux par position, ont été les plus fermes défenseurs du libéralisme économique, qui broyait les classes ouvrières ?

Je crois que nous sortons de ce chaos intellectuel, moral et social causé par les ambitions politiques de la bourgeoisie. Dans tous les ordres, nous nous libérons de l'esprit bourgeois et nous restaurons la loi propre de l'art, de la pensée, de la science, de la religion. Et, dans tous les ordres, des catholiques sont au premier rang des libérateurs. Jacques Maritain dans la philosophie, Léon Daudet dans la critique des idées et des mœurs, Henri Massis dans la critique, René Benjamin dans la littérature et le théâtre, Maurice Denis dans la peinture, Maxime Réal del Sarte dans la sculpture, Branly dans la science redressent les valeurs par lesquelles l'esprit se libère de la loi de l'argent. Il faut inscrire ici le nom de Jacques Copeau dont j'ignore s'il est du Christ ou de Mahomet, mais qui a rendu la scène à sa vraie fonction, dégradée par le mercantilisme.

Mais qui est à l'origine de ce mouvement des esprits ? Son nom est prononcé par le lecteur avant que je l'écrive : au témoignage de tous ses contemporains, l'auteur de l'*Avenir de l'Intelligence*, Charles Maurras, est le grand libérateur de la pensée. C'est lui qui a retiré la pensée de la

servitude de l'argent. C'est à lui que nous devrons d'avoir pu sortir de l'ère bourgeoise et ploutocratique. Des catholiques, fils de l'esprit démocratique bourgeois, lui ont reproché ce qu'ils appellent son paganisme. Ne peuvent-ils découvrir ce que la pensée religieuse lui doit ? Quand ils le verront, ils diront comme Bernard de Vesins : « Chaque matin, je remercie Dieu de nous avoir donné Charles Maurras. »

Le XIXe siècle portera le nom bourgeois. Le XXe, s'il est nommé, portera celui de Maurras. Cela signifiera que, aux environs de 1900, Maurras a libéré l'esprit du joug de l'argent.

CHAPITRE QUATRIÈME

LE LAC SACRÉ ET LE PAYS BARBARE

I

Qui rend l'organisation de la paix européenne difficile? L'esprit bourgeois. La paix est l'œuvre du combattant. L'esprit bourgeois a voulu en faire sa chose, une affaire. Les bourgeois, restés au pouvoir pendant la guerre, ont dépossédé les combattants au jour de l'armistice. Ils ont voulu traiter la paix comme ils traitaient les affaires de leurs bourgs et de leurs bastides. La paix, pour eux, c'est une politique internationale des matières premières, une répartition des marchés entre les contractants. Ce n'est pas l'auteur de ce livre qui enseignera le mépris de la recherche des matières premières ni d'aucune des questions que l'on nomme économiques. Il lui est permis de dire

qu'il a acquis une certaine réputation en publiant ses réflexions sur ces problèmes. Il n'ignore pas qu'ils se posent ; il ne manque pas d'idées sur les solutions qu'on peut leur donner, mais il demande que l'on mette chaque chose à sa place.

C'est l'épée, et non le bidon de pétrole, qui est au premier rang. La paix, ce n'est pas une entente entre financiers et producteurs des deux mondes, c'est l'équilibre entre les forces des combattants. La paix, la sécurité, ce n'est pas le résultat de l'abondance organisée par les producteurs. C'est l'abondance et la prospérité qui sont le résultat de la paix fondée par les combattants et protégée par eux. Les bourgeois renversent cette proposition, selon les fausses informations qu'ils ont acquises dans leurs républiques bourgeoises. Ils regardent tous les territoires du monde comme de grands ateliers dont les marchands et les financiers sont chargés de régler les relations. Ils ignorent que les territoires nationaux sont, non des ateliers, mais littéralement la place que chaque peuple se fait au soleil et que la grande difficulté vient du fait que le soleil n'éclaire pas également toutes ces places, lesquelles, pour

cette raison, sont à la fois places de travail et places d'armes. Cela vaut une explication.

Pourquoi, au moins dans notre Europe, la paix ne peut-elle être que l'œuvre du combattant? Pourquoi la menace de guerre demeure-t-elle sur tous les peuples? Parce que les causes de la guerre sont dans la nature de l'homme, c'est ma pensée profonde, je l'ai dit et je le rappelle. Mais aussi parce qu'une grande cause permanente de guerre est inscrite dans la nature de l'Europe. L'oranger fleurit sur les rives de la Méditerranée : il ne fleurit pas au bord de la Baltique ni dans les steppes, ni dans les plaines de la Sprée. Il est plus doux de vivre au pays où fleurit l'oranger que dans les peuples nordiques. C'est la raison pour laquelle les peuples du Nord et de l'Est tendent invinciblement à envahir les territoires de l'Ouest et du Midi. Les diplomates ont découvert que la Russie pèse sur l'Allemagne, qui pèse sur l'Occident. Ils auraient eu l'explication de cette loi historique dans la chanson de Mignon.

Depuis qu'il y a des hommes, et que la loi du travail pèse sur eux, les peuples se sont élancés vers les pays du soleil, où la vie est moins

chère, c'est-à-dire où il faut faire moins d'efforts pour s'éclairer, pour se chauffer, pour faire croître le blé, parce que la lumière et la chaleur y sont données gratuitement à l'occupant. Mais la place est limitée sur ces terres bénies. Les peuples se la disputent par les armes. Le peuple qui occupe un de ses territoires privilégiés, qu'il ne croie pas sa possession définitive, qu'il ne croie pas qu'il ne lui reste plus qu'à cueillir les fruits de la terre et à sommeiller sous les pins. Un autre peuple est près de lui, qui demeure sur un territoire où le gel fend sa peau, et qui rêve d'occuper à son tour ces terres chaudes et fertiles où le soleil dore les visages. Loi de l'Europe, loi du monde. Connaissons-la pour fonder et protéger la paix.

Si nous croyons qu'il suffit aux peuples du midi et de l'ouest de signer des contrats de fournitures avec les peuples de l'est et du nord pour vivre en paix, nous déchaînons la guerre. Mais la paix est donnée à tous les peuples lorsque les gardiens des terres du soleil tiennent leurs armes à la main le long des frontières qu'ils établissent sur les routes qui conduisent au midi. C'est pourquoi la paix européenne est l'œuvre du combat-

tant. La sécurité, l'abondance, l'échange des biens matériels et intellectuels sont sous la protection des vertus héroïques. Que l'Europe cesse de donner ces vertus pour base à tous les États qu'elle renferme, toute l'œuvre de la civilisation s'écroule. Qui pourrait oublier cette loi après le prodigieux exemple de Rome ? L'Europe tout entière retentit encore du fracas de l'effondrement de l'Empire qui se produisit lorsque, Rome devenue trop riche, l'Argent l'emporta sur le glaive, lorsque l'esprit combattant de Rome héroïque céda devant l'esprit bourgeois de Rome riche et jouisseuse.

Rome était la grande gardienne de la civilisation, la grande créatrice de la paix. Rome avait compris cette grande loi historique de l'Europe qui veut que la civilisation fleurisse autour de ce lac qu'aucun de ceux qui l'ont contemplé ne peut faire resurgir dans son esprit sans connaître une sorte d'exaltation sacrée. La Méditerranée est le lac sacré de la civilisation. C'est sur ses rivages que s'arrêtent les peuples qui cherchent leur place au soleil. Qui les atteint sait que son destin est fixé. C'est le grand port d'attache des nations. Ses rivages, son arrière-pays sont les

terres du travail pacifique et de la culture de l'esprit. Ses terres sont bénies : l'homme n'y est pas astreint aux tâches épuisantes qui lui interdisent la méditation et la contemplation de la nature. Le dessin de ses bords, ses eaux, son ciel, ses couleurs composent chaque jour de nouvelles fêtes pour l'œil, l'esprit et le cœur. L'esprit n'y est point serf des choses : dégagé des servitudes qu'il connaît en d'autres lieux, au delà du Rhin, au delà du Danube, au delà des montagnes de Syrie, au delà de l'Atlas, il donne ses plus beaux fruits. Si l'esprit gréco-romain, si l'esprit chrétien conquièrent l'univers, ils le doivent à cet enrichissement prodigieux que permettent, encadrent et soutiennent les conditions exceptionnelles de la vie autour du lac sacré. Sur ces terres, l'esprit est d'une inlassable fertilité, et il projette ses créations sur le sol qui sera toujours un des plus riches de l'univers.

Mais autour de ce lac, et de tout son arrière-pays, au nord, à l'est, au sud, la terre est rude, le ciel inclément. Le froid ou la chaleur sont excessifs. C'est la montagne stérile ou le désert aride. Les peuples qui n'ont pas trouvé place aux rivages de la Méditerranée errent, nomades,

autour du pays fleuri, cherchant les fissures qui leur permettront de se glisser entre les nations fixées ou de prendre la place de quelque peuple fatigué. Rome, avec un instinct sûr, de son regard qui passait au-dessus des siècles, Rome avait découvert la loi qui porte les Barbares vers les rivages qu'elle gardait. Les fils de la Louve possédaient les vertus héroïques. Ils ne considéraient pas que la possession de leur sol ne pouvait être sujette à revision. Ils se firent pacificateurs et constructeurs. Ils savaient que la paix n'est pas un bien dont on jouit l'arme au pied : il faut la conquérir chaque jour. Ils comprirent que l'obligation qui leur était donnée n'était pas de résister aux assauts incessants de la barbarie, et qu'il leur fallait refouler le barbare, le pacifier, faire du pillard un laboureur, l'attacher au sol, lui donner le bénéfice de la culture de l'esprit. Ainsi se firent-ils pacificateurs, défricheurs, constructeurs de l'Europe. Du nord au sud, ils organisèrent les protections successives de la paix, tournant les armes des barbares vers le nord, retournant vers le nord la poussée barbare. C'est la grande paix romaine dont l'esprit est encore ébloui. Il n'y a pas eu depuis de plus belle réus-

site. Rien de plus grand, rien d'aussi grand n'a été fait par aucun prince ni aucun peuple.

Cette œuvre magnifique, cette grandeur étaient entièrement fondées sur l'esprit héroïque. L'œuvre s'écroula le jour où l'esprit héroïque l'abandonna. Le barbare ne pouvait disloquer les frontières de l'Empire ; il pénétra au cœur de Rome sous le costume du citoyen romain. Lorsque le cœur romain fut corrompu par la mollesse asiate, lorsqu'il connut l'empire comme un lieu de jouissances et non comme une vaste place d'armes, alors l'empire s'écroula, la grande paix européenne fut brisée, et l'Europe fut de nouveau ravagée par les hordes et les peuples nomades.

L'Europe n'a pas encore retrouvé la paix, la grandeur qu'elle avait reçue de Rome. Il lui a fallu cinq siècles pour retrouver le sens politique des laboureurs du Latium, redresser ses défenses contre la barbarie, tourner ses frontières vers le nord, comprendre que la guerre qui vient du nord est la guerre du pillard et du dévastateur, que celle qui vient du sud est la guerre du pacificateur et du constructeur. Il a fallu dix siècles pour donner un sens à l'effort européen, faire de

la France, à la place de l'Italie déchirée, le pivot de la paix européenne. Et c'est dans les temps modernes seulement que le renversement des armes est vraiment fait ; la pression du nord au sud est retournée : la France contient les peuples germaniques, qui se tournent vers le nord ; la Pologne arrête le flot scythe par le fer et par le feu ; Ivan le Terrible tourne ses armes contre le Tartare. Au XIXe siècle, le sens de la grande paix romaine est retrouvé : l'Europe est en faction vers le nord, la Russie, terre mitoyenne entre la Civilisation et la Barbarie, porte la loi romaine au cœur de l'Asie, et jusqu'aux rivages du Pacifique.

Mais c'est encore au cœur que cette œuvre est frappée. La France, héritière de la pensée romaine, la France héroïque est à son tour gangrenée par l'esprit bourgeois et ploutocratique. Elle perd le sens de son rôle de gardienne du lac sacré. Ses défenses vers le nord faiblissent. Le flot migrateur, arrêté jusque-là à ses frontières de l'Est, et détourné vers les Amériques, tend à la pénétrer. Les deux guerres de 1870 et de 1914 sont deux manifestations de la poussée du nord, qui ne se produisent que parce que les défenses du sud sont affaiblies. Le peuple fran-

çais retrouve la loi de l'Europe dans son sursaut de 1914. Mais la paix de 1919, œuvre de l'esprit bourgeois et ploutocratique, fait perdre à la France, à l'Europe tout entière le bénéfice de la résurrection de l'esprit héroïque. La paix de 1919, c'est la paix bourgeoise, la paix des financiers, qui rejette l'Europe tout entière dans la corruption de l'argent. Une fois de plus, la grandeur européenne est mise en péril par l'abandon des vertus héroïques.

II

Mais dans cette Europe que ses diplomates bourgeois de 1919 ont rendue à la corruption, à la pourriture ploutocratique, il y a opposition entre les peuples et leurs gouvernements. Les gouvernements sont, en l'année 1924, presque tous bourgeois et ploutocratiques : les peuples sont violemment soulevés par l'esprit héroïque. Sous deux formes différentes, qui correspondent aux différences des lieux où cet esprit se manifeste et qui opposent de nouveau les peuples du Lac sacré aux peuples des steppes, cette fois crûment, âprement, hors de toutes les conven-

tions libérales et démocratiques. Au nord, le bolchevisme ; au sud, le fascisme.

Fascisme et bolchevisme sont une même réaction contre l'esprit bourgeois et ploutocratique. Au financier, au pétrolier, à l'éleveur de porcs qui se croient les maîtres du monde et veulent l'organiser selon la loi de l'argent, selon les besoins de l'automobile, selon la philosophie des cochons, et plier les peuples à la politique du dividende, le bolcheviste et le fasciste répondent en levant l'épée. L'un et l'autre proclament la loi du combattant. Mais le bolcheviste slave arme son bras pour s'élancer à la conquête des richesses accumulées dans le monde romain. Le fasciste latin dresse la hache pour fonder la paix et protéger le laboureur contre l'usurier. Ce n'est point par hasard que la réaction contre le régime bourgeois produit le bolchevisme en Russie et le fascisme en Italie. Le bolcheviste slave, c'est le guerrier du Nord, qui se place à la tête des hordes asiatiques et scythiques et à qui sa doctrine fournit une justification pour partir au pillage du monde romain, qu'il nomme le monde capitaliste. Le fasciste latin, c'est le combattant du Midi, qui veut arra-

cher l'État aux mains débiles de l'administrateur bourgeois, protéger le travail contre l'argentier, et redresser les défenses de la civilisation abandonnées par les mercantis et les juristes incapables de porter les armes.

Mais il y a un moment de l'histoire où le bolcheviste ne peut se distinguer du fasciste. C'est à Fiume, dans le lieu où le fascisme prend naissance en réaction contre les prétentions des financiers qui veulent faire de Fiume un territoire contrôlé par la finance. L'héroïsme italien veut faire retentir à Fiume le chant latin. Il regarde le dollar dans le blanc des yeux, prend les armes contre les « croupiers de San Remo », et proclame sa loi. C'est celle des combattants. Il se donne une constitution : elle est quasi bolcheviste. Et c'est à ce moment qu'il prend conscience de ses destinées. Lorsque, d'Annunzio ayant gagné Fiume à l'Italie nouvelle, les *arditi* se répandent dans la péninsule, c'est eux qui fournissent les cadres et les troupes des premiers faisceaux. C'est Mussolini, socialiste, qui forme le faisceau de leurs pensées, et formule la doctrine du fascisme. La réaction contre le régime bourgeois en demeure la base, mais son objet ne

peut être celui du bolchevisme slave. L'armée rouge peut être lancée au pillage de l'Europe; l'armée fasciste doit vivre sur le pays. Pour elle, le problème n'est pas de supprimer les gardiens de la richesse européenne ; il est de les mettre à leur rang, de les discipliner, de les obliger à travailler pour le bien du peuple et la grandeur du pays.

C'est ainsi que sont dressés aujourd'hui face à face ces deux frères ennemis : le fascisme et le bolchevisme, frères par un même mépris pour le régime bourgeois, ennemis parce qu'ils occupent les deux capitales opposées de l'Europe : le fascisme tient la capitale du lac sacré ; le bolchevisme, celle du pays barbare. Si le premier l'emporte, la civilisation est sauvée, et Moscou tournera de nouveau ses armes contre le Tartare. Si c'est le second, l'Europe plongera de nouveau dans la barbarie, et verra ses capitales incendiées par les gardes tartares et chinoises de Moscou. Après quoi, de nouveaux barbares, chefs et rois sur les rives du lac sacré, reformeront l'Europe par le fer et par le feu. Mais en combien de siècles, et dans quels flots de sang !

III

C'est ce qu'il faudrait prévoir si, dans tout le monde occidental, les vertus héroïques n'étaient en pleine renaissance. Les gouvernements les ignorent. Les peuples les affirment. L'Europe hésite aujourd'hui entre la catastrophe et une vie nouvelle. Ce ne sont pas ses gouvernements bourgeois qui décideront de son sort. C'est l'esprit des combattants. C'est lui qui fera la révolution nécessaire. Mais la question qui s'est posée pour le combattant italien se posera pour le combattant français. Fascisme ou bolchevisme? C'est un même mouvement tant qu'il ne s'agit que de détruire l'État bourgeois, libéral et démocratique. Au delà il faut choisir. Or, pour le combattant français comme pour *l'arditi* italien, il faudra vivre sur le pays. Dans ces conditions, la question qui se pose est de savoir ce que l'on fera des bourgeois. Le communiste veut les supprimer. L'homme du pays latin, averti par son expérience et par sa raison, pense que cette solution le mettra dans le plus grand embarras. Il n'a pas d'objection sentimentale à la suppres-

sion du bourgeois. Mais il se demande comment il assurera la vie du peuple lorsqu'il aura supprimé les chefs d'entreprise, les organisateurs du travail. Il découvre sans difficulté que ces chefs, ces organisateurs disparus, la production et les échanges s'arrêtent. La raison le lui dit. L'expérience russe le lui confirme. Il acquiert la certitude que les chefs du travail sont nécessaires, et que leur existence et leurs responsabilités sont liées à l'existence de la propriété que l'on dit communément individuelle et qui est en fait familiale. Il aboutit à cette conclusion que la solution du problème est celle-ci :

Retirer aux bourgeois le pouvoir politique qu'ils sont incapables d'exercer, afin de placer le pouvoir entre les mains d'un chef national, d'un prince, héréditaire ou non, qui maintiendra les bourgeois dans leur fonction, les obligera à sortir de l'anarchie économique où ils se sont eux-mêmes placés, et leur donnera l'obligation de remplir tous leurs devoirs à l'égard du peuple. En d'autres termes, réaliser l'union de l'État et du peuple pour utiliser les bourgeois selon leurs capacités, et les amener à un plus grand effort de travail. Ceci est la sagesse. Ce n'est peut-être

pas du goût des bourgeois, mais l'intérêt général le commande.

Et c'est l'enseignement de la révolution russe. La dictature moscovite, qui n'est pas plus une dictature du prolétariat que celle de M. Poincaré n'était la dictature de la bourgeoisie, mais qui a utilisé l'esprit ouvrier pour s'installer comme M. Poincaré avait utilisé l'esprit bourgeois, — la dictature moscovite avait dépossédé et supprimé les bourgeois. Le résultat a été un terrible arrêt de la production, la désorganisation des transports, la famine. Pour durer, la dictature moscovite a été obligée de créer une nouvelle bourgeoisie, de lui rendre la propriété presque entière sous la forme du bail emphythéotique. Il est donc évident qu'elle a fait fausse route. Si elle dure, si le fascisme latin dure, dans vingt ou trente ans, on ne distinguera guère les deux régimes, qui seront tous deux antidémocratiques et où les bourgeois travailleront dans les conditions de la propriété limitée ou du bail emphythéotique, sous le commandement d'un État dictatorial s'appuyant sur un peuple organisé dans les corporations. Le Latin conclut à l'utilisation de la bourgeoisie sous le contrôle d'un État national, indé-

pendant des groupes, des partis et des classes.

On conçoit que le communiste moscovite n'aboutisse pas à la même conclusion. Tant que celui-ci conservera un espoir de partir au pillage de l'Europe occidentale et méridionale, il s'enfermera dans ses conclusions qui tendent à la suppression du bourgeois. Que l'Europe se redresse, en retirant le pouvoir à ses bourgeoisies, l'anti-bourgeois de Moscou se transformera en fasciste, afin d'organiser la vie sur son propre sol, afin de réorganiser son expansion vers l'Asie. L'opération sera peut-être faite avec les hommes mêmes du soi-disant communisme actuel.

On comprend moins bien l'attitude du communiste occidental. Celui-ci est un fasciste qui s'ignore. S'il est arrêté dans son raisonnement, c'est parce que son esprit demeure plein d'idées bourgeoises. Le socialisme français et germanique s'est développé économiquement en réaction contre le régime bourgeois, mais intellectuellement sous le commandement des idées principales de la philosophie et de la politique bourgeoises. Il est évolutionniste, il croit, selon les dogmes de la religion du progrès, qui a été la grande religion bourgeoise, que le commu-

nisme doit sortir inévitablement du capitalisme. Il croit que l'évolution conduit à la suppression des chefs. Mais ce qui est essentiellement bourgeois chez lui, c'est ce qu'il appelle la morale ou la philosophie des producteurs ; il croit que la production, délivrée du capitalisme, engendrera les vertus héroïques que fournit aujourd'hui l'esprit du combattant.

Cette idée, c'est l'idée-mère de tous les mouvements bourgeois. C'est très exactement l'idée qui est née, au sein des bastides et des bourgs, et par laquelle les bourgeois ont été amenés à la conception de l'État bourgeois. Les communistes de Moscou n'auraient pas tenu trois semaines s'ils avaient voulu insérer cette idée dans la construction de leur État ; la nécessité les a obligés de faire appel au Combattant pour dresser, soutenir et faire durer leur État. Chez eux, cette idée bourgeoise, qui demeure dans leurs codes, est reléguée pour le moment dans les bibliothèques. Mais elle demeure dans la tête de la plupart des communistes français, qui n'ont pas encore découvert que c'est par elle qu'ils sont manœuvrés par la ploutocratie.

Qu'ils l'examinent, qu'ils se rendent compte de

sa nature, et ils verront que c'est elle qui les empêchera d'aboutir dans leur lutte contre l'État bourgeois. Elle rend impossible la conjonction des forces opposées à cet État. Elle les pousse vers une solution qui, si elle était appliquée en Occident, rejetterait les nations dans la barbarie. Il est vrai que quelques-uns d'entre eux tirent gloire du nom de barbares qu'on leur donne. On ne peut pas penser que leur propos soit tout simplement de faire sauter au moyen du communisme une civilisation corrompue, pour que nous entrions ensuite dans une période de reconstitution analogue à la période féodale, où les nations se reformeraient sous le commandement de chefs énergiques et forts et qui auraient un autre sentiment de l'autorité que M. Raymond Poincaré. On veut penser qu'ils croient avec une entière sincérité à la possibilité d'organiser la vie générale selon les conceptions de la morale des producteurs. Qu'ils se rendent donc compte que c'est là le dernier résidu des idées bourgeoises. Alors la situation sera nette, et l'on sera vraiment en mesure de résoudre le problème qui est posé à la France et à l'Europe.

Fascisme ou communisme : voilà la question.

Le dilemme cessera quand les communistes latins verront qu'il n'existe qu'à cause du résidu d'idées bourgeoises qui encombre leur esprit. Et la révolution nécessaire se fera dans des conditions que l'on ne pouvait imaginer il y a quelques années.

Même avec le concours d'un certain nombre de bourgeois. On demande ici aux bourgeois d'abdiquer de gré ou de force. Cela peut leur déplaire et leur donner le sentiment d'une déchéance. Mais qu'ils se rendent donc compte que la réalité du pouvoir leur échappe. Ils perdront la couronne? C'est, après tout, pour leur bien. Cela leur évitera de perdre la tête avec. Ils seront placés à un rang subordonné dans l'État? Ils subiront le sort commun. Le Combattant aura le pas sur eux? Comme il l'avait lorsqu'il défendait leur peau. Ils seront pressés entre l'État et le Peuple? Comment ne voient-ils pas que ce sera leur salut, et que c'est par là qu'ils seront, eux aussi, poussés vers la grandeur. Ils n'ont pas l'appétit de la grandeur dans la corruption du siècle? Mais il y a parmi eux quelques hommes, qui ont fait la guerre ou qui ont le sens de la victoire, et qui placent la patrie bien au-

dessus de leur maison de commerce, de leur usine, et même de leur corporation. Il y en a assez pour sauver l'honneur et faire que, dans la révolution nationale, toutes les classes soient représentées, et pour constituer cette chevalerie nouvelle qui, ayant charge d'organiser le pays, devra faire, dans son esprit et dans son cœur, la synthèse des vertus nationales.

CHAPITRE CINQUIÈME

LA RÉVOLUTION NATIONALE

POUR résoudre le problème bourgeois, il faut faire une révolution.

Moscou veut la révolution internationale pour ouvrir à ses peuples les frontières de nos pays.

Les Latins, qui doivent vivre dans leur pays, feront la révolution nationale.

La révolution nationale, c'est l'opération par laquelle les combattants, sous le commandement d'un chef national, appuyés par l'élite intellectuelle, bourgeoise et ouvrière du pays, renverseront l'État libéral, supprimeront ses institutions politiques, économiques et sociales, et construiront l'État national, avec ses institutions propres.

La révolution nationale est une révolution totale. Ce n'est pas un ensemble de réformes. C'est un renversement des valeurs sur lesquelles

vivent depuis un siècle les États bourgeois, libéraux, démocratiques et parlementaires. Ses hommes ne se placent pas à la droite des partis bourgeois ou à la gauche des partis socialistes. Ils sont au-dessus des partis et des classes. Ils sont le parti de la France, qui contient des hommes divers. Ils sont la synthèse des vérités partielles qui sont dans l'esprit des partis pour en faire la vérité nationale. Ils écartent tout ce qui, dans un parti quelconque, s'oppose à cette synthèse. Ils ont exactement l'esprit que la France combattante s'est donné au 2 août 1914. Ce n'est pas l'union sacrée : c'est la volonté de la victoire, avec toutes ses conditions. C'est la volonté de la grandeur, avec toutes ses conditions.

Qui dit volonté de victoire et de grandeur prononce les principes fondamentaux d'une philosophie politique totale.

Et tout d'abord, la subordination de tous les intérêts privés à l'intérêt national. Et la subordination de toutes les valeurs matérielles aux valeurs spirituelles, morales, intellectuelles qui sont l'âme de la victoire.

Cela veut dire que l'on considère que le pre-

mier bien de la nation est le capital invisible qui est dans les âmes, dans les esprits, dans les cœurs. L'esprit bourgeois croit que le premier capital à défendre est le capital matériel. La révolution nationale ne méconnaît pas la valeur de ce capital ; mais elle le met au second rang. Elle place bien au-dessus de lui le capital invisible sans lequel l'autre n'est rien que matériaux que détruit la rouille et que rongent les vers. Le capital matériel est une valeur inerte, qui n'est appelée à la vie que par la volonté, l'intelligence, l'imagination, l'invention, les vertus qui sont dans l'esprit et le cœur de chacun de nous. La première chose à défendre, c'est donc ce capital invisible, et, par conséquent toutes les institutions qui le conservent et l'accroissent. Le héros, le saint, le penseur, l'artiste, le savant, le chef de famille sont les colonnes de la nation et de l'État. C'est à leur appel, selon leurs lois, leur science, leur chant, leur amour que les richesses sortent du sol où elles sont enfouies.

La révolution nationale rassemble ces valeurs invisibles, ce capital immatériel, le seul vivant, et qui est la source de la grandeur. Elle arrache le commandement à l'argent et le donne à l'élite

chargée de faire valoir le capital immatériel. La première opération qu'elle accomplit, c'est la destruction des institutions fondées pour assurer automatiquement le triomphe des médiocres. Elle veut créer les conditions de la grandeur.

Pour être grande, forte, prospère, une nation a besoin de chefs, de chefs authentiques, conquérant chaque jour, par une autorité effective, par les services rendus, la confiance des cadres et des troupes qui se placent sous leur commandement. Or, l'État bourgeois, libéral, démocratique et ploutocratique, s'est donné à lui-même une constitution qui organise la médiocrité : il est le produit de l'élection, qui est la coalition des médiocres contre les véritables chefs. Il a donné à la nation des institutions qui, dans tous les ordres, à tous les échelons de la vie nationale, produisent la médiocrité. D'un bout à l'autre du pays, dans la vie municipale, dans la vie économique, dans la vie sociale, toutes les sociétés particulières, — qu'elles aient pour objet l'administration des cités, la production, le service des lettres, des arts, des sciences, de la charité, des cent occupations de l'homme, — sont toutes organisées à l'image de l'État : par-

tout, la manifestation des chefs est livrée à l'élection, c'est-à-dire que tout est disposé pour interdire aux vrais chefs la prise de possession des postes de commandement du pays. L'élite intellectuelle, politique, économique, sociale, ouvrière du pays est ainsi écartée de l'action ; elle devrait être à la tête de tous les corps sociaux ; elle vit en marge de la vie nationale, et la nation végète sous la direction de chefs usés ou incapables. Partout, l'élection, qui s'appuie sur l'Argent, l'Argent, qui s'appuie sur l'élection, barrent la route au talent. Quand les talents passent, malgré les barrières dressées devant eux, tout les invite à se détourner de leur route : s'ils veulent servir les grands intérêts nationaux, s'ils veulent servir un des intérêts immatériels de la nation, l'argent tente de les étouffer ou de les asservir. L'argent qui paie les trompettes de la renommée ne consacre que ceux qui le servent.

La révolution nationale ouvre de nouveau la carrière aux talents. Elle porte la hache dans ces institutions de la bourgeoisie libérale et de la ploutocratie. Elle rassemble l'élite qui est aujourd'hui réduite à l'impuissance par la coalition

légale des médiocres, ou qui végète dans l'obscurité parce qu'elle n'a pas reçu à sa naissance les capitaux qui ouvrent les portes de la société ploutocratique. L'élite, pour elle, ce sont les hommes qui, gentilshommes, bourgeois, ouvriers, paysans, possèdent cette richesse immatérielle qui est la vraie, la grande richesse de la nation. C'est avec cette élite qu'elle constitue ses cadres, qui seront ceux du pays, et par lesquels tous les corps de la nation recevront l'impulsion qui les portera vers la prospérité et la grandeur.

La révolution nationale fonde la vie nationale et sociale sur la Famille. Elle proclame les droits de la famille et de son chef, parce qu'elle sait qu'une nation n'est pas une réunion d'individus et de citoyens juxtaposés, mais une assemblée de familles, vivant sous la protection d'une famille-type ; elle sait que la famille, quand elle est honorée par l'État, est le lieu où, par l'esprit héroïque du père, par l'esprit de sacrifice de la mère, se forment les vertus qui constituent le capital immatériel collectif. Elle apporte au chef de famille le commandement et la protection de l'État national. Elle brise l'écran que l'État libé-

ral a placé entre le chef de famille et l'Éternel. Elle déclare que c'est par une grossière usurpation que l'État libéral s'est arrogé la puissance sur les âmes. Elle rend à Dieu ce qui appartient à Dieu. Elle place son peuple dans la chrétienté où l'Église gouverne les âmes au nom d'une vérité qui vaut pour toutes les nations.

Elle regarde fraternellement les peuples qui vivent dans la chrétienté. Son vœu est de fonder la paix. C'est pourquoi elle veut refouler le Barbare, qui en est l'ennemi-né. Elle veille d'abord sur son peuple. Pour lui, dans les limites du territoire qui est le sien, elle proclame la souveraineté de l'intérêt national. Le salut public est sa loi. Elle établit, sur les partis et les classes mis en bataille par l'État libéral, la Dictature nationale, afin d'accomplir son œuvre. Et protectrice de la paix civile, impitoyable contre ceux qui tenteraient de la troubler, elle entreprend aussitôt son œuvre de construction.

CHAPITRE SIXIÈME

LA RÉVOLUTION CONSTRUCTIVE

La révolution nationale est constructive. Elle veut abattre l'État libéral parce qu'il est de nature destructive. Elle veut l'union des citoyens, la coordination de leurs efforts. C'est pourquoi elle veut détruire le parlementarisme, fondé sur la division des citoyens par l'opposition des partis. Elle ne considère pas que le Parlement est une institution qu'il soit possible d'améliorer : c'est une institution qu'il faut détruire, car c'est par elle que l'esprit mercantile et juridique du bourgeois a dissocié les forces nationales. L'opération faite, elle se trouve à pied d'œuvre.

Elle trouve la France victorieuse dans la situation d'une nation vaincue, chargée de dettes, chargée d'impôts, près de perdre tout espoir de tenir le rang qu'elle tient de sa victoire militaire.

Sa première œuvre est de rendre hommage aux Combattants, de les placer au premier rang de ceux qui ont mission de faire vivre dans le pays l'esprit de la grandeur. Elle les mobilise, elle les organise pour le service de la grandeur. Les Combattants ne sont pas seulement les anciens combattants de la guerre ; ce sont les hommes qui ont l'esprit du combattant et qui se mettent au service de la révolution nationale. Ceux qui sont unis par l'esprit héroïque sont placés à la tête des organes de la vie nationale, afin que tous les mouvements de la nation soient commandés par le même esprit.

En même temps, la révolution nationale organise la libération de l'intelligence, de l'art, de la pensée, de la science. Elle sait que la grandeur sera fonction de la puissance intellectuelle des citoyens. Elle sait que l'intelligence est dans une condition misérable quand elle est libre, et dans une condition servile quand elle est riche. Elle veut l'intelligence libre et honorée dans la sécurité matérielle. Elle donnera leur autonomie à ses organes, universités, écoles, et invitera la nation et les corporations à constituer leur dot, afin que l'artiste, l'écrivain, le savant ne soient

plus obligés d'aller solliciter le concours des maîtres de l'argent pour accomplir leurs œuvres.

Elle organise la distribution des connaissances et la morale publique : elle réunit les pasteurs des âmes, les maîtres des écoles, les chefs de famille et les invite à travailler de concert à fournir à l'enfant son aliment intellectuel et sa loi morale. Elle invite les mêmes hommes à travailler de concert pour rendre à la nation sa puissance familiale et la santé des générations futures. Elle se décharge sur eux du soin de rendre à la nation un peuple sain et nombreux. Mais, en même temps, elle leur accorde tout son appui pour la mission qu'elle leur donne.

Elle se donne alors à sa grande œuvre, qui est la coordination de toutes les forces nationales.

Sa première pensée est de placer tout le monde des producteurs dans les conditions où la justice peut régner sur eux et entre eux. Elle sait que rien de solide ne peut être édifié si chacun n'est assuré de recevoir ce qui lui est dû. Pour que chacun reçoive son dû, il faut pouvoir mesurer justement le travail de chacun. L'instrument de mesure des valeurs a été détruit par les bourgeois libéraux et radicaux qui ont géré l'État pendant

et depuis la guerre : il n'y a plus de juste mesure du salaire, des prix, du loyer, de l'impôt. La révolution recrée l'instrument de mesure : elle frappe une monnaie sonnante qui porte son sceau. Dès lors, salaire, prix, loyers, impôts peuvent être fixés selon la justice et selon les nécessités nationales.

La révolution nationale peut alors établir son budget. Elle sait que tout ce qui entre dans ses coffres est le produit du travail des citoyens. Elle ne produit rien, que la paix, le premier des biens, grâce à quoi tous les autres peuvent être produits. L'impôt est le prix de la paix. La paix est un bien sans prix. Mais il est prudent de le faire payer le moins possible, car l'impôt est toujours le grand sujet de dispute entre l'État, les bourgeois et le peuple. La révolution nationale décharge donc l'État de tous les services inutiles et coûteux dont le parlementarisme bourgeois l'avait écrasé, en paiement de services électoraux. Elle ne veut pas que l'État soit industriel, commerçant, maître d'école. Elle veut qu'il soit tout entier à sa vraie tâche de Combattant, de maître de la paix et de la justice, de maître des routes et de collecteur de l'impôt. Mais elle entend

qu'il conserve le contrôle des grands services publics de transports et de communications dont il donnera la responsabilité industrielle aux compagnies privées. L'État les contrôlera avec le concours des corporations et des provinces qui font usage de ces services. La révolution nationale entend que le service de l'État prenne peu d'hommes aux travaux productifs ; elle veut que les agents de l'État soient peu nombreux et que leur salaire soit digne de leur charge.

Enfin, dans les charges que lui laisse l'État libéral, la révolution trouve la Dette, lourde des charges de guerre, alourdie par la mauvaise gestion des parlementaires bourgeois. Elle transforme cette dette en monnaie saine, stable, invariable. Et c'est en pratiquant cette opération qu'il lui est possible de la ramener dans les limites du juste et du raisonnable. L'État libéral, mauvais financier, a emprunté l'argent à des taux excessifs ; l'État national doit rétablir la mesure dans le service de la Dette. Il le peut au moment où il offre à ses créanciers la possibilité de fixer définitivement leur créance en monnaie saine. Les créanciers trouveront dans la diminution du prix de la vie la compensation d'une

perte nominale qu'ils subiront au nom du salut public.

Ayant recréé l'instrument de mesure des valeurs pour le travail, ayant allégé les services et les charges de l'État, la révolution nationale appelle les producteurs à la coordination de leurs efforts sous la souveraineté de l'intérêt national.

Elle déclare qu'elle brise tous liens avec l'individualisme du siècle dernier qui agonise aujourd'hui, mais dont les sursauts de moribond causent encore tant de trouble dans la vie publique. Elle ne veut connaître que des corps ayant leurs lois, leurs règles, leurs coutumes, et qui seront responsables devant l'État de l'emploi qu'ils feront des richesses et des forces nationales. Elle proclame son droit supérieur sur tous les biens dont elle est la gardienne. Elle reconnaît la propriété, mais elle lui donne des obligations nationales et sociales. Donnant donnant : c'est un langage que comprend le bourgeois qui l'occupe. L'État garantit la propriété contre toute éviction : Que doit donner la propriété? L'impôt, et l'assurance qu'elle sera administrée conformément à l'intérêt général.

L'administration, l'exploitation de tous les biens doivent être organisées en vue de servir l'intérêt national.

La révolution nationale provoque le rassemblement corporatif des hommes de tous métiers, dans de telles conditions que les meilleurs deviennent chefs. On ne se présente pas devant elle selon les formules démocratiques qui placent trop souvent à la tête des associations des vieillards impuissants, d'impudents bavards, ou de jeunes intrigants dont l'objet est aujourd'hui de recevoir des décorations de l'État libéral. La révolution nationale veut trouver devant elle de vrais chefs, qui seront suivis parce qu'ils sont des chefs. Elle retire le pouvoir politique aux bourgeois ; elle rend les bourgeois à leurs républiques bourgeoises : c'est pour que ces républiques prospèrent sous la conduite d'hommes ardents et énergiques qui ne seront plus détournés de leurs devoirs par les partis qui se disputent l'État.

La révolution nationale réunit ces chefs et leur donne la mission d'organiser l'exploitation des richesses nationales selon un plan dicté par le salut public. Elle établit la hiérarchie des tra-

vaux, des matières et des produits. Elle place en tête la culture de la terre, fondement de toute prospérité ; elle délimite le champ de l'industrie, qui doit trouver ses marchés d'abord sur le territoire ; elle invite l'industrie à ne pas lier la nourriture de grosses agglomérations ouvrières à l'exportation de produits manufacturés. Elle fournit au commerce la liste des marchés où son expansion concordera avec sa politique nationale. Avec tous, elle établit un plan complet de recherche des matières premières, de développement et de liaison des forces, de répartition rationnelle des produits. Mais elle ne charge pas l'État du travail : l'État fournit les directives de l'intérêt national, fixe les limites où doit se tenir chaque corps, mais c'est aux corps eux-mêmes qu'il appartient de dresser leur programme de réalisations.

La révolution nationale réunira les banquiers qui ont la charge d'administrer l'épargne nationale et qui, sous le couvert de l'État libéral, ont, pendant près d'un siècle, tiré trop grand parti de leur pouvoir politique occulte pour donner peu de garanties à l'épargne qui venait à eux et obtenir de trop larges bénéfices de cette

même épargne quand ils prêtaient aux producteurs l'argent de l'épargnant. La banque a prélevé de trop fortes commissions sur la production. La révolution nationale mettra les banquiers en présence des producteurs et des épargnants afin que les uns et les autres organisent la justice dans leurs relations, et afin que, désormais, le flot de l'épargne nationale soit dirigé d'abord sur les entreprises nationales, et que l'excédent seul soit mis à la disposition de l'étranger.

Enfin, et ce sera également une des plus grandes tâches de la révolution nationale, les chefs des entreprises seront placés, chacun dans ses cadres, devant les chefs ouvriers. La révolution nationale invitera les chefs des entreprises à réparer une longue injustice. Pendant près d'un siècle, la bourgeoisie des entreprises a laissé, selon l'expression d'un écrivain catholique, les ouvriers croupir dans l'ignorance, la saleté et la misère. Cette longue injustice consciente ou inconsciente doit être réparée. La révolution nationale fait une obligation aux chefs des entreprises de réaliser, de concert avec les chefs ouvriers, les conditions dans lesquelles la famille

ouvrière devra désormais être garantie contre le chômage, la maladie et la mort, dans lesquelles le foyer ouvrier connaîtra la stabilité et la sécurité, — dans lesquelles la famille ouvrière pourra recevoir la plus large part des bienfaits matériels, intellectuels et moraux de la civilisation. D'une manière générale, la révolution nationale fera alliance avec les chefs ouvriers pour entraîner et maintenir les chefs des entreprises dans cette voie où un peuple retrouvera la santé et la joie de vivre qu'il avait perdues dans les villes assombries et empuanties par une industrie anarchique, commandée par la seule politique du dividende. Pour cette œuvre, la révolution nationale comptera particulièrement sur le concours des hommes à qui l'esprit chrétien a donné ses lumières et l'amour du prochain. Elle attend également un concours de ceux qui ont puisé dans le socialisme français le sens de l'intérêt ouvrier. Elle fait la synthèse des idées et des sentiments du catholicisme, du socialisme et de l'esprit national.

Cette œuvre entreprise, la révolution nationale donne sa pensée à la vie publique dominicale et aux fêtes où les citoyens de toutes classes

s'assemblent hors des limites des fonctions et des classes. Elle réunit les chefs des villes, bourgs et villages et les invite à organiser les jeux et exercices de la jeunesse. Elle veut voir des jeunes hommes qui ne seront pas abrutis par l'alcool, dont les poumons, fortifiés par l'exercice, respireront largement l'air de France, qui développeront dans les jeux de force, de souplesse et de vitesse, des muscles amollis par le travail de l'usine et du bureau.

En toutes choses, la révolution nationale coalise les citoyens pour faire la guerre à la misère, à l'ignorance, à la laideur, à la bassesse, à la médiocrité. Elle assemble les artistes, les savants, les penseurs, les producteurs, chefs et ouvriers, pour qu'ils s'entraînent les uns les autres vers la beauté et la grandeur. Alors, elle est en mesure de les appeler tous dans les avenues et sur les places publiques, avec leurs bannières, devant les monuments de la victoire, pour les fêtes où l'État national apparaît dans toute sa force, comme l'expression de la volonté profonde de tout un peuple régénéré.

CHAPITRE SEPTIÈME

L'ÉTAT NATIONAL

Au-dessus des classes et des partis, la révolution nationale dresse l'État national.

L'État national apparaît sous la figure d'un *chef*.

Le chef n'est point l'homme d'un parti ou d'une classe. Il est le chef national, le chef en qui tout homme reconnaît ses propres traits.

Il est le Chef sur qui aucun groupe, aucune classe, aucun parti ne peut exercer de pression, et qui est l'incarnation de l'intérêt national. Il est l'Unité, unité de pensée, unité de direction, unité de commandement.

Il est le Combattant qui tient l'épée, le haut justicier, le défenseur de la paix civile. Son premier attribut est l'épée, parce que l'État n'est pas un simple administrateur des choses, mais

un être qui doit vivre selon les vertus héroïques, qui agit sur nos passions, qui doit être prêt à chaque instant à défendre notre pensée, nos personnes et nos biens. Il porte l'épée, pour rappeler à tous qu'il est le symbole de l'héroïsme et non le représentant de l'argent, maître actuel de l'État libéral.

Mais si l'État, sous la figure du chef, est d'abord le Combattant, il est également l'expression de chaque citoyen. Le paysan reconnaît en lui l'homme né de la terre, et qui sait la vertu enfermée dans l'épi de blé ; l'ouvrier voit en lui le chef qui interdit à l'argent d'être le maître de sa santé, de son salaire, de sa famille ; le bourgeois constate qu'il est le grand administrateur de la fortune nationale et que son regard va bien au delà de l'échéance trimestrielle ; l'artiste, le penseur, le savant le regardent comme le haut protecteur du capital immatériel de la nation ; le chef de famille le salue comme chef des chefs de famille. La fortune fond parfois, pour le bonheur d'un peuple, ces multiples visages en un seul. Lorsqu'elle ne le fait pas, le Chef associe à sa tâche les hommes qui représentent la pensée, l'intérêt des diverses parties de la nation. Mais

il demeure le Chef, qui charge ses serviteurs d'une mission, sans abandonner le pouvoir suprême qui doit être maintenu au-dessus des convoitises.

Est-il héréditaire? Est-il chef temporaire? Est-il désigné par l'hérédité? Est-il désigné par lui-même? Qui le fait chef? Le débat est ouvert. Les Français qui préparent la révolution nationale ne donnent pas tous la même réponse. Maurras leur a enseigné les vertus de l'hérédité. Toute une jeunesse lui a donné son adhésion enthousiaste. Sur la terre italienne, l'expérience donne une double leçon : l'hérédité a fourni le chef de la continuité nationale; le chef de l'heure s'est fait de lui-même, et le chef héréditaire a consacré son entreprise, sa réussite au nom de la continuité. A la vérité, le débat est clos. Le problème intellectuel est résolu. Tous les Français qui veulent la dictature du salut public savent bien que le chef ne sera pas désigné par leurs votes et ils entendent qu'il soit un chef indépendant d'eux-mêmes. Ceux qui appellent le chef de l'heure lui laissent la charge de résoudre le problème de la continuité.

La révolution nationale appelle le Chef ; elle

provoque son installation ; elle veut qu'il stabilise le pouvoir, afin que l'existence de l'État national ne soit pas remise en question à chaque époque de transformation de la politique nationale, ou à chaque génération. C'est le chef lui-même qui donnera au problème posé sa solution définitive, pour l'heure et pour la continuité. Le chef n'est pas une idée, c'est un homme. Il sera celui qui prendra le commandement de la révolution nationale. Et c'est sous ses traits qu'apparaîtra à la nation le premier visage de l'État national.

L'État national, libre au-dessus de nous, synthèse de nos volontés, expression de notre grandeur, appellera dans ses conseils l'élite formée dans les corps de la nation. Il formera sa garde avec les combattants ; il trouvera ses Colbert et ses Sully dans les républiques corporatives ; il rencontrera des résistances chez les bourgeois qui, passé le péril où nous sommes, retourneront à leur vieux rêve de république bourgeoise. Il saura où trouver ses appuis pour surmonter ces résistances. Jadis, il eut à vaincre les résistances de la noblesse et fit appel aux bourgeois. Aujourd'hui, si les bourgeois renouvellent, avec

leurs moyens, l'opposition de la noblesse, il fera appel aux combattants et au peuple. Il y a eu un grand règne de l'État national dont un méchant duc disait qu'il était un règne de « vile bourgeoisie ». Il y aura peut-être un grand bourgeois pour écrire que le nouveau règne de l'État national est un règne de « vil peuple ». Mais que les serviteurs de l'État national viennent du château, de la maison bourgeoise, du logis ouvrier ou de la chaumière, ils seront les serviteurs de la grandeur. L'État national dressé, nul ne pourra le servir, au seuil de cette renaissance française, s'il n'est un des fils de la grandeur conçue par les Combattants.

L'État national incarnera l'esprit de la victoire, la volonté de grandeur que nous avons retrouvés dans la longue lutte où nous avons repris possession de nos vertus oubliées ou méconnues. Et c'est par lui que nous serons délivrés de la longue tyrannie de l'esprit mercantile que nous avons subie pendant un siècle.

Mais cet esprit auquel il retirera le pouvoir, il le rendra entièrement à sa fonction pour le bien commun. Ces républiques bourgeoises, où la révolution nationale replace la bourgeoisie, ne

seront pas sans communication avec lui. Il les appellera à constituer devant lui, de concert avec les corps intellectuels, moraux et ouvriers de la nation, les États où les intérêts seront représentés et défendus par les chefs naturels de tous ces corps, où les forces vives du peuple entier viendront se confronter, s'ajuster, se coordonner, — où l'on tracera les limites du domaine de l'État et celle des républiques, — où l'on répartira les charges de chacun à l'égard de l'État.

Alors la nation deviendra un véritable corps, avec une tête et un cœur, mû par une volonté unique, par une pensée commune. Tout sera disposé pour les longs desseins, chacun recevant son dû dans la nation, chacun étant à sa place, autant qu'il se peut dans les choses humaines. Tout un peuple s'élancera d'un même mouvement vers ses destinées. Il retrouvera la loi qu'il a reçue de Rome : il saura qu'il est un des gardiens du lac sacré, un des grands artisans de la civilisation. Il lui a été donné en partage le plus beau royaume qui soit sous le ciel : c'est son bénéfice ; c'est aussi sa charge.

Son bénéfice est d'y connaître une paix que ne vient presque jamais troubler le déchaîne-

ment des éléments, d'y vivre sur une terre qui est un jardin, où la vigne produit les meilleurs vins du monde, où les produits du sol sont les plus abondants et les plus délicats ; où, par une grâce du ciel, les plus beaux dons de l'esprit sont répandus chez tous ses enfants. Sa charge est de demeurer digne, par ses armes et par son travail, d'occuper ce sol privilégié que lui envient vingt peuples et dont la renommée soulève dans le monde entier la volonté des hommes et les désirs des femmes.

Sa charge est de ne point vivre en égoïste sur son sol ; il doit donner au monde sa culture, ses soldats, ses savants, ses ouvriers. Sa charge est d'être un des grands protecteurs de la paix européenne ; il a hérité de la pensée romaine ; il a hérité en même temps de cette part des charges romaines qui font, de chacun des États issus de Rome, un des soldats de la civilisation contre la barbarie. Il lui appartient de travailler à la reconstitution de cette grande paix dans laquelle les peuples de l'Europe ont connu la plus haute civilisation et la plus grande prospérité, et par laquelle les Barbares eux-mêmes bénéficiaient des trésors que l'esprit amasse sur les rives de la

Méditerranée. Il lui appartient d'être un des peuples qui délivreront l'Europe du fardeau du service militaire imposé à tous les citoyens et, en même temps, des monstrueuses guerres de peuple à peuple qui laissent subsister des haines irréductibles. Il lui appartient d'être un des peuples qui empêcheront l'Europe de sombrer dans une de ces guerres ou dans une révolution destructive qui ouvrirait toutes les frontières à la Barbarie.

L'État national lui rend les moyens d'accomplir sa mission. L'État libéral faisait de lui un marchand incapable de protéger la paix. L'État national lui rend les vertus de l'artiste, du penseur, de l'ouvrier, du laboureur et du combattant qu'il a été aux grandes époques de son histoire, et par lesquelles il a connu la grandeur.

Sa grandeur, dans une Europe où, par une rupture d'équilibre, les peuples sont tournés les uns contre les autres, dans cette Europe où il a le prestige de la victoire, c'est de lever son épée en signe de ralliement pour une nouvelle fraternité européenne et chrétienne, pour rappeler aux nations filles de Rome que leur mission est de veiller de concert aux frontières de

l'Empire dont aucune d'elles n'a oublié les limites, et où s'agitent toujours les hordes barbares, et d'étendre sans cesse ce domaine où les vertus héroïques sont honorées, d'où la cruauté est bannie, et où la raison est servante de la pensée divine.

Montréjeau-Paris, août-octobre 1924.

L'ouvrage La Révolution Nationale *est le premier cahier de la collection des* Cahiers de la Victoire *pour la fondation de laquelle il a été publié en octobre* 1924 *la déclaration dont le texte suit :*

Vers la fin de la guerre, les Français avaient la certitude qu'un grand siècle français, latin, européen était commencé. Six ans plus tard, la vie publique paraît annuler l'immense espérance qui gonflait leur cœur à la veille de leur victoire. Ils s'interrogent, se retrouvent semblables à eux-mêmes, et ne comprennent pas que la réalité ne soit pas conforme à la volonté qui n'a cessé d'être la leur. Ils soupçonnent une tricherie.

Ils ont raison. La victoire des combattants n'a pas été réalisée par l'État.

A onze heures cinq, le onze novembre 1918, la victoire est abandonnée par l'esprit mercantile de la bourgeoisie libérale dont les représentants, embusqués pendant la guerre, prennent en mains le sort de la France. La victoire des combattants est transformée par eux en une défaite de la nation.

Sous le commandement des hommes d'affaires, des mercantis et de leurs avocats, le pays légal est retourné à la platitude, à la bassesse d'avant-guerre.

Depuis six ans, les embusqués, restés en place au pouvoir, à tous les postes de commandement de la vie civile, ont fait rentrer dans la vie publique leurs conceptions mercantiles qui déprécient et avilissent la gloire, l'art, la pensée, la science, la religion. Ils n'ont accepté l'hommage aux morts que pour n'avoir pas à rendre hommage à la victoire, afin de n'avoir pas à céder la place aux vivants victorieux, exécuteurs testamentaires de ceux qui sont morts dans la grandeur et pour la grandeur.

Aux combattants, à l'élite civique d'organiser la récupération de la victoire pour fonder la grandeur française. A eux de rappeler l'esprit de la victoire dans la vie publique, dans les mœurs, dans toutes les œuvres de l'homme.

L'esprit de la victoire, ceux-là seuls le possèdent qui ont préféré et préfèrent encore le sacrifice de ce qui leur est cher, et d'eux-mêmes, à un abaissement de la France.

Nous ouvrons pour eux les *Cahiers de la Victoire.*

Sur les pages de ces cahiers, l'artiste, le poète, le conteur, le politique, l'historien, l'économiste, loueront les vertus par lesquelles l'homme atteint la grandeur, sur le champ de bataille, au foyer, sur le sol qu'il cultive, au milieu des machines qu'il construit et fait mouvoir, sur la scène où il représente le drame éternel des passions.

L'esprit mercantile, qui nous gouverne par tricherie, ne connaît que les affaires et l'argent. Maître de notre vie, il nous divise ; il nous oppose les uns aux autres ; il nous déchire ; il nous avilit. Qu'il subsiste dans les régions de notre activité où il est utile, mais discipliné, purifié par les vertus héroïques auxquelles il sera soumis. Il est incapable de fonder l'ordre et la justice que nous cherchons ; il ignore la beauté et la charité.

Mais la grandeur contient les biens que l'or ne peut acheter : elle est l'union, car elle est le bien de tous ; elle est la force, qui soutient l'ordre ; la générosité, qui fait aimer la justice ; elle est l'amour qui inspire le sacrifice ; elle est la beauté elle-même ; elle est l'esprit qui soulève l'homme au-dessus de lui-même.

C'est par les vertus héroïques que nous sommes entrés dans la grandeur au 2 août 1914. C'est par les mêmes vertus que nous réaliserons la victoire, que nous rendrons à la grandeur le gouvernement des esprits et des mœurs et que la France deviendra une des meilleures ouvrières du grand siècle européen qu'ont préparé les Combattants.

TABLE

Pages

Evangile du XIXe dimanche après la Pentecôte . . . 7

DÉDICACE. 9

INTRODUCTION 15

Chapitre Premier. — ETIENNE MARCEL ET COLBERT OU LA QUERELLE DU BOURGEOIS 59

Chapitre II. — DEUX ET TROIS FONT SIX OU ZÉRO. . 81

— III. — IMPUISSANCE DE LA BOURGEOISIE DANS LE GOUVERNEMENT DES PEUPLES ET DES ÉTATS 98

Appendice au chapitre III. — LES VERTUS BOURGEOISES. 128

Chapitre IV. — LE LAC SACRÉ ET LE PAYS BARBARE. . 141

— V. — LA RÉVOLUTION NATIONALE. . . . 162

— VI. — LA RÉVOLUTION CONSTRUCTIVE. . . 169

— VII. — L'ÉTAT NATIONAL 180

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 24 NOVEMBRE 192[illegible]
POUR LA NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH A MAYENNE